



Universiteit  
Leiden  
The Netherlands

## Politiques publiques en temps de crise

Cabane, L.D.

### Citation

Cabane, L. D. (2021). Politiques publiques en temps de crise. *Revue Française De Science Politique*, 71(4). doi:10.3917/rfsp.714.0663m

Version: Not Applicable (or Unknown)

License: [Leiden University Non-exclusive license](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/4296933>

**Note:** To cite this publication please use the final published version (if applicable).

Hassenteufel (Patrick), Saurugger (Sabine), dir. – *Les politiques publiques dans la crise. 2008 et ses suites.* – Paris, Presses de Sciences Po, 2021 (Académique). 336 p. Index. Bibliogr.

**Lydie Cabane**

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE** 2021/4 Vol. 71, PAGES XIII À XIII  
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724636987

DOI 10.3917/rfsp.714.0663m

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2021-4-page-XIII?lang=fr>



**CAIRN · INFO**

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# COMPTES RENDUS

**Amsellem-Mainguy (Yaëlle) – *Les filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural.*** – Paris, Presses de Sciences Po, 2021 (Académique). 262 p. Bibliogr.

**S**i les recherches en sciences sociales sur la jeunesse sont très nombreuses, et ce dès les années 1990, les jeunes de milieux ruraux sont restés les grands absents de la littérature jusqu'à l'ouvrage de Nicolas Renahy publié en 2010<sup>1</sup>. Depuis, Benoît Coquard est venu renforcer la connaissance et le regard porté sur cette jeunesse rurale populaire, cette jeunesse « du coin » issue des campagnes en déclin du Grand Est de la France<sup>2</sup>. Ces recherches, menées par des hommes et arpentant largement les masculinités populaires en milieu rural, ne laissaient que peu de places aux femmes et jeunes filles en milieu rural, qui faisaient peu l'objet d'enquêtes sociologiques jusqu'alors. L'ouvrage de Yaëlle Amsellem-Mainguy se construit, lui, comme le miroir féminin de celui de N. Renahy. Il propose d'aborder le parcours de jeunes femmes de milieux populaires qui vivent en milieu rural, cette partie de la jeunesse qui « fait peu parler d'elle » (p. 7) parce qu'elle ne pose pas de problème et se rend moins visible que ses homologues masculins dans les villages. Cette « jeunesse » méritait qu'on s'y attarde et qu'on se préoccupe de plus près à son parcours, ses aspirations et ses conditions de vie.

Pour ce faire, ce livre s'appuie sur une enquête qualitative menée auprès de 200 jeunes femmes de 14 à 28 ans résidant dans quatre territoires ruraux aux histoires et situations socio-économiques différentes. D'un côté, les territoires attractifs de la presqu'île de Crozon et du massif de la Chartreuse, de l'autre, les territoires moins attractifs des Deux-Sèvres et des Ardennes. L'auteure s'attache à suivre les parcours de jeunes femmes rurales de milieux populaires dans ce moment charnière qu'est le passage de l'adolescence à l'âge adulte, à une époque où les grandes étapes collectives qui marquaient jusqu'alors l'entrée dans l'âge adulte sont moins marquées. Cet ouvrage est également

l'occasion de souligner l'influence du genre dans les trajectoires individuelles et de montrer « comment les rapports de genre s'imbriquent dans des rapports sociaux de classe » (p. 11). Dans cette optique, s'intéresser aux jeunes femmes, c'est se pencher sur les espaces qu'elles fréquentent, sur leur visibilité ou invisibilité dans l'espace rural, sur les rapports avec leurs familles et les groupes de pairs.

L'auteure se concentre d'abord sur le rapport au territoire de ces jeunes femmes en essayant de comprendre ce qu'« être du coin » veut dire. Cette partie réflexive s'attache à analyser ce qui se joue autour de la notion d'ancrage territorial. Elle mobilise des concepts comme la proximité spatiale et sociale, l'inscription générationnelle et la mobilisation du capital d'autochtonie. Dans le deuxième chapitre, Y. Amsellem Mainguy s'intéresse aux relations amicales des jeunes femmes, à la façon dont elles se composent ou se recomposent entre l'adolescence et l'entrée dans l'âge adulte. Pour ces jeunes femmes du coin, les réseaux d'interconnaissance exercent à la fois une forme de protection et une forme de contrôle social genré. La notion de respectabilité oriente, dans ce cadre, le choix de leurs amis. Les jeunes femmes sont socialisées par le jugement des autres, ce qui représente un poids d'autant plus fort dans un espace social restreint « où tout le monde se connaît et où tout le monde sait tout » (p. 68). Les sociabilités masculines demeurent un repère dans le discours des jeunes femmes et les sociabilités féminines apparaissent, elles, en creux.

Les deux chapitres suivants s'attachent aux parcours scolaires et à l'insertion professionnelle des jeunes femmes. Ces parcours sont étudiés dans leur globalité, de leur expérience de l'école primaire dans le cercle restreint de la commune au passage au collège, synonyme d'agrandissement du territoire proche. Les trajectoires des jeunes femmes sont contraintes par le faible nombre d'établissements secondaires, l'offre de transports limitée et les conséquences éventuelles de leurs choix d'orientation sur l'organisation genrée de la vie quotidienne en famille. Enfin, les faibles ressources familiales des jeunes femmes de milieu populaire en milieu rural nécessitent de « faire avec » dans les choix d'orientation. Cela les conduit majoritairement vers des filières professionnelles dites féminines (comptabilité, aide à la personne). L'orientation vers des filières courtes,

1. Nicolas Renahy, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2010.

2. Benoît Coquard, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La Découverte, 2019.

même dans le cas de la poursuite des études, a un impact sur l'insertion professionnelle des jeunes femmes. Face au faible nombre d'emplois disponibles localement, il est souvent difficile d'obtenir un poste en adéquation avec leur formation initiale. Pour celles qui restent en milieu rural, les réseaux familiaux sont des leviers importants d'insertion professionnelle. Dans ce cas, elles occupent souvent des emplois précaires. La division classique des rôles de genre au foyer ne favorise pas les carrières professionnelles ascendantes.

Dans le cinquième chapitre, l'auteure s'attarde sur ce que font ces jeunes femmes de leur temps libre. Elle met en évidence un paradoxe. Nous assistons à une forme d'homogénéisation des modes de vie et des loisirs entre jeunes ruraux et jeunes urbains. Néanmoins, les jeunes femmes en milieu rural se sentent moins considérées que leurs homologues des villes. Contrairement à leurs homologues, elles font face à des difficultés d'accès aux « loisirs juvéniles médiatisés qui participent à l'identification d'une « culture jeune », ce qui rend plus difficile « l'expression de l'appartenance générationnelle » (p. 167). Les loisirs de ces jeunes femmes sont conditionnés à la fois par leur faible mobilité et par le manque de lieux ou d'espaces à destination des jeunes. Les jeunes femmes se replient en conséquence sur le dedans plus que sur le dehors. Cela révèle chez elles des pratiques numériques intenses et des sociabilités féminines dans les foyers.

Dans le dernier chapitre, Y. Amsellem Mainguy aborde la vie amoureuse des jeunes femmes en milieu rural. Bien que les relations amoureuses soient moins linéaires pour ces jeunes femmes que pour les femmes des générations précédentes, la norme conjugale reste toujours très forte et la mise en couple précoce tend à enfermer les jeunes femmes à l'intérieur de leur foyer et dans les sociabilités de leurs conjoints. L'auteure a choisi de s'intéresser également aux relations amoureuses des jeunes femmes LGBT (lesbiennes, gays, bisexuelles, trans) en milieu rural, ce qui apporte un nouvel éclairage sur la façon de vivre sa sexualité dans un environnement très contrôlé.

Cet ouvrage riche, très agréable à lire, permet de poser un autre regard sur celles qui ont décidé de vivre leur vie en milieu rural, celles qui ont dû choisir entre partir ou rester, choix qui ne se pose

pas aux jeunes en milieu urbain. Ce livre donne l'occasion de s'arrêter un moment sur ces jeunes femmes trop souvent oubliées, trop souvent enquêtées comme « compagne de » ou « fille de ». Surtout, leurs parcours diversifiés et les nombreux sujets traités dans ce texte offrent la possibilité de mieux connaître les modes de vie et les pratiques des « filles du coin ».

**Amäia Courty -**

Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim

**Arnaud (Lionel) - *La politique des tambours. Cultures populaires et contestations postcoloniales en Martinique. Photographies de Jean-Michel***

**Terrine.** - Paris, Karthala, 2021 (Questions transnationales). 320 p. Annexe.

S'appuyant sur une enquête de terrain en « immersion », Lionel Arnaud brosse un tableau ethnographique minutieux et complexe du mouvement culturel Tanbo Bô Kannal (plus loin TBK), qui trouve son origine dans un quartier populaire de Fort-de-France – Rive-Droite Levassor surnommé par ses habitants « Bô Kannal » (« Au bord du canal »). TBK fut lancé lors du carnaval de 1973 par des jeunes, aussi bien pour redorer l'image des musiques et des danses *danmyé*, *kaledda* et *bèlè* (DKB)<sup>1</sup>, ainsi que celle de leur quartier, que pour rendre plus populaire le *vidé* (« défilé ») du carnaval. Ayant adopté une forme associative en 1986, TBK œuvre à la pratique, à la transmission et à la préservation des musiques et des danses traditionnelles, et plus largement à une forme de vivre-ensemble.

La question de l'identité culturelle martiniquaise, antillaise, voire plus largement créole, se tisse en fil conducteur d'une grande partie des recherches sur les Antilles. Ici, elle est posée de façon originale, à partir d'un mouvement culturel populaire qui se distingue tout autant des groupes folklorisés que des mouvements culturels à visée politique : comment une mobilisation culturelle peut-elle émerger et se maintenir dans la durée alors qu'une grande partie de ses membres ne détiennent ni compétences ni objectifs militants et ne sont pas appuyés par une organisation forte et stable ? Plus intéressant encore : comment font-ils « pour échapper à l'emprise culturelle de

1. Terme générique qui désigne un ensemble de danses et de musiques martiniquaises héritées de la société d'habitation, en sachant que le *danmyé* peut être considéré comme un art martial dansé, à l'instar de la capoeira brésilienne.

la société dominante et, plus encore, lui opposer une résistance coordonnée et relativement organisée, cinquante années durant » (p. 15) ?

Au niveau méthodologique, l'auteur choisit l'observation participante comme principal outil, en s'immergeant dans son terrain pour une période d'une année entre septembre 2011 et août 2012, et complète son enquête par plusieurs séjours de durées variées jusqu'en avril 2018. Il se heurte à la réserve, voire la méfiance, de ses informateurs à l'égard des personnes extérieures au quartier (de surcroît blanches métropolitaines), et plus particulièrement vis-à-vis des intellectuels. Face au refus de conduire des entretiens enregistrés, il note minutieusement les paroles de ses interlocuteurs et développe par ailleurs diverses stratégies pour mener à bien son enquête, notamment en prenant part en tant que musicien au groupe à pied au carnaval, en suivant un atelier de *danmyé*, en participant à des *koudmen*<sup>1</sup> pour l'association, aux répétitions et aux réunions du comité directeur. Le défi pour lui étant de saisir comment le savoir-faire musical, corporel, tout autant que manuel (fabrication des instruments de musique) « peut être non seulement mobilisé mais aussi converti dans différentes sphères sociales : du cours de danse à la grève générale, de la prestation carnavalesque à une réflexion sur l'histoire et le destin de son pays » (p. 26).

Au fil des cinq chapitres, divisé chacun en trois sous-chapitres, l'auteur parvient à plonger le lecteur dans le microcosme de TBK. Il en brosse un tableau complet et complexe aux facettes multiples en commençant par retracer les origines des danses et musiques traditionnelles martiniquaises – une histoire intimement liée aux espaces des mornes (les campagnes situées dans les hauteurs de l'île), puis à ceux des quartiers urbains construits en urgence par les populations descendues des mornes à la recherche d'un travail. De manière très fine, il parvient à situer son objet de recherche dans le contexte aussi bien politique et social qu'artistique de la Martinique. La description des parcours très divers de personnages clés de l'association tout comme les nombreuses photos des musiciens et danseurs en action qui illustrent ce livre rendent la lecture encore plus vivante et passionnante.

Le travail de L. Arnaud a le grand mérite de montrer dans toute leur complexité les logiques identitaires d'un mouvement populaire culturel « politisé mais pas politique » qui réussit à résister aux tentatives des mouvements nationalistes martiniquais de s'accaparer TBK au service de leur lutte pour une indépendance (plutôt culturelle que politique par ailleurs).

Mais l'intérêt de cette recherche ne s'arrête pas là. On arrive à saisir la transformation de ce mouvement à travers les décennies – de la tradition des familles du quartier jusqu'à la modernité – avec notamment son institutionnalisation en tant qu'association, la professionnalisation de certains de ses membres, qui n'hésitent pas à suivre des formations dans la musique et la danse, l'ouverture au monde grâce aux réseaux sociaux<sup>2</sup>... Cette évolution n'est pas sans provoquer des tensions au sein du groupe où des artistes bénévoles exerçant des métiers non-qualifiés côtoient des militants dont le statut de fonctionnaire a sécurisé le parcours de vie, tout comme des acteurs qui se sont professionnalisés par un parcours d'études dans la musique et/ou la danse afin de s'y consacrer pleinement et d'en vivre.

Cet ouvrage fascinant, dont le deuxième sous-titre pourrait être « lutter en dansant » – mots avec lesquels L. Arnaud termine sa conclusion –, constitue un apport intéressant et indéniablement riche aux recherches sur les sociétés antillaises et les mondes créoles, sur un niveau pluridisciplinaire. Que ce soit dans le champ de la sociologie, des sciences politiques, de l'anthropologie politique et culturelle, notamment de la danse, ou de l'ethnomusicologie, il devrait intéresser toute personne désireuse d'étudier ces sociétés.

Ulrike Zander –  
EHES

**Béroud (Sophie), Thibault (Martin) – *En luttes ! Les possibles d'un syndicalisme de contestation*. – Paris, Raisons d'agir, 2021. 224 p. Glossaire.**

Dans cet ouvrage synthétique, Sophie Béroud et Martin Thibault, présentent les résultats d'une recherche collective au long cours menée avec et sur l'Union syndicale

1. Le *koudmen* (« coup de main » en français) est une action d'entraide fréquemment pratiquée aux Antilles (et entre Antillais vivant en métropole) : des parents et amis se retrouvent le week-end pour travailler, faire des travaux dans une maison, par exemple. Ils partagent ensuite un repas et un moment convivial.

2. TBK dispose notamment d'une page Facebook et d'un compte Instagram.

Solidaires, fédération syndicale singulière, composée des syndicats SUD créés à partir de la fin des années 1980 et de syndicats autonomes plus anciens, comme le Syndicat national des journalistes. Inscrite, dès sa fondation, dans de multiples luttes sociales, Solidaires représente un objet d'étude privilégié pour interroger le devenir d'un syndicalisme de contestation, attelé à la « double besogne » qui implique de mener de front une lutte au quotidien pour la défense des salariés et de créer des liens durables avec d'autres mouvements sociaux pour transformer radicalement la société.

Le premier chapitre revient sur la matrice politico-idéologique de Solidaires, en partie héritée de l'aile gauche de la Confédération démocratique du travail (CFDT), et sur le processus de marginalisation puis d'exclusion des militants défendant ces orientations à partir de la fin des années 1970. Les auteurs soulignent le caractère structurant, voire traumatique, de cette expérience de la confrontation avec l'appareil confédéral cédétiste qui a renforcé le choix des sudistes pour des formes d'autonomie très marquées. Diabolisés par la CFDT, positionnés à la gauche de la Confédération générale du travail (CGT) et se battant pour obtenir leur représentativité dans les entreprises, les syndicats SUD voient dans la création de Solidaires en 1998 la possibilité d'une capacité d'action renforcée au niveau interprofessionnel. Si les syndicats fondateurs comme SUD PTT ou SUD Rail ont réussi à obtenir une véritable audience, les auteurs soulignent les limites de l'implantation professionnelle de Solidaires avec des syndicats souvent de petite taille, principalement implantés dans le secteur public et les gros établissements, et faiblement représentés au sein des classes populaires.

Le deuxième chapitre se penche sur les efforts de Solidaires pour sortir de l'entreprise et contribuer au cycle de luttes sociales particulièrement dynamique de la fin des années 1990 jusqu'au milieu des années 2000. Cet engagement intense a conduit au renforcement des structures interprofessionnelles locales et s'est traduit par la participation à de nombreuses mobilisations (droit au logement, sans-papiers, forums sociaux mondiaux...), dans un contexte de relative marginalisation au sein du champ syndical. Situation minoritaire qui s'est infléchie à partir de 2010 à la suite des effets de la loi de 2008 sur la représentativité et de l'élection de Philippe Martinez à la tête de la CGT en 2015. Certains militants se

sont par ailleurs retrouvés, à nouveau, à l'interface de différents mouvements sociaux, comme Nuit debout en 2016. Ce rapprochement avec des militants de la mouvance autonome et de la gauche radicale fait néanmoins l'objet de débats en interne, dans un contexte de renouvellement du tissu militant. De nombreux membres fondateurs sont partis à la retraite, dont Annick Coupé qui a laissé sa place de porte-parole en 2014. Le positionnement politique, associatif et syndical qu'ils incarnaient suscite des réticences chez les nouveaux militants moins politisés et des difficultés en termes d'investissement.

Le troisième chapitre permet justement d'apprécier ce que l'engagement sudiste signifie à l'échelle des individus. L'exposé de trois biographies de militants de SUD Rail confirme les résultats des recherches antérieures sur l'engagement syndical, mais souligne les difficultés accrues que rencontrent les sudistes. Du fait de la pénurie de vocations, un certain nombre d'adhérents prennent rapidement des mandats et y trouvent des rétributions – intérêt du travail syndical (notamment pour les militants déclassés fréquents chez Solidaires), acquisition de savoir-faire, accès à la formation, sociabilités. Celles-ci s'altèrent néanmoins souvent au fil du temps ou deviennent trop coûteuses pour la vie familiale ou professionnelle. La fragilité de l'engagement syndical semble accentuée chez les sudistes, sous l'effet conjugué du contexte très hostile d'exercice de leurs mandats syndicaux, des processus de restructuration et d'intensification du travail, et des désajustements entre la matrice idéologique de l'organisation et la politisation des militants de terrain. Si ce dilemme n'est pas propre à Solidaires, le recrutement syndical ayant toujours été idéologiquement sélectif, la question se pose effectivement de savoir comment devenir une organisation « de masse », tout en gardant ses valeurs.

Le dernier chapitre se penche sur la participation des militants sudistes à certains mouvements sociaux, dont celui des Gilets jaunes, qui empruntent à la tradition anarcho-syndicaliste, valorisant la démocratie directe et refusant le principe de délégation. Deux trajectoires viennent étayer l'analyse, dont celui d'une femme issue de l'immigration qui illustre la permanence des inégalités de sexe (de race et de classe) dans l'espace syndical. L'enquête révèle que c'est la volonté de sortir de l'entre-soi syndical et le goût pour les fonctionnements horizontaux, en partie disparus dans certains syndicats SUD, qui expliquent

l'engagement de certains militants dans le mouvement des Gilets jaunes, alors que les syndicats, y compris Solidaires, ont hésité à s'y associer.

L'ouvrage, bien écrit et documenté, bien que diversement étayé sur le plan empirique, offre une analyse lumineuse des évolutions du champ syndical depuis la création des premiers syndicats SUD, soulignant la place toujours minoritaire de Solidaires, malgré une plus grande assise institutionnelle, et celle toujours centrale de la CGT. Sans l'appui de cette dernière, le devenir d'un syndicalisme de contestation semble bien sombre. Plus grave encore, les auteurs semblent aujourd'hui convaincus que l'offre syndicale de Solidaires a perdu sa singularité, sous l'effet conjugué de l'institutionnalisation et de la professionnalisation du militantisme syndical, et que seule la participation à d'autres mouvements sociaux, comme celui des Gilets jaunes, permettra de toucher les catégories de salariés (femmes, précaires, jeunes, indépendants) les plus éloignées du syndicalisme et de résister aux réformes néolibérales. Si l'on ne peut que reconnaître les difficultés que rencontre le syndicalisme dans son ensemble et soutenir la nécessité d'une repolitisation du quotidien pour revitaliser le mouvement syndical, le livre aurait gagné à rendre compte des multiples formes de résistance et des expérimentations locales qui continuent de s'inventer chez Solidaires, en s'appuyant sur des enquêtes réalisées en dehors des segments les plus institutionnalisés de la fédération.

**Cécile Guillaume** –  
University of Surrey

**Bougéard-Delfosse (Christine), Boyer (Vincent), Damak (Leïla), Ertus (Pascale), Gourlay (Florence), Mahéo (Claire), Marinos (Clément), dir. – *Territoires fabriqués/territoires instrumentalisés. Entre considération et négation de la complexité territoriale*. – Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2020 (Espaces et territoires). XXIV + 286 p. Bibliogr. Illustrations.**

Cet ouvrage collectif, de belle facture, part du constat selon lequel on assiste en France depuis au moins deux décennies à une multiplication des stratégies de développement territorial axées sur un (premier) triptyque notionnel : attractivité, compétitivité et offre

territoriale. À la fois être identifié et se démarquer devient ainsi un mantra de l'action publique. Ce « marketing territorial » constitue un point de départ des auteurs pour interroger simultanément les mises en énoncé des territoires et des processus concrets d'homogénéisation de l'action publique derrière cette référence. Par rapport à une littérature foisonnante sur la complexité des territoires et leurs échelles d'appréhension dans la diversité des sciences sociales, l'angle retenu ici, à partir d'un colloque tenu en 2017 à l'université Bretagne Sud<sup>1</sup>, est plus particulièrement celui des recompositions des territoires d'action (constructions intercommunales, nouvelles instances et périmètres de coopération ou de mise en valeur, etc.). Ceux-ci sont aux prises avec une tension permanente entre une approche à dominante économique en termes de ressources – soit une logique de production locale et son efficience – et la dimension de construction sociale et d'espace approprié, soit une épaisseur sociopolitique, celle de la fabrique territoriale. Le titre du recueil se saisit de la sorte : l'instrumentalisation désigne le territoire vu et agi comme un outil, suivant une simplification du réel.

Le fil directeur des contributions est alors d'interroger « l'entremêlement entre territoire, territorialités et processus de territorialisation » (p. 9) – second triptyque notionnel qui parcourt l'ouvrage, déplié d'emblée par Guy Di Méo dans le chapitre introductif. Autrement dit, c'est une lecture dynamique qui est proposée, et non pas figée dans le seul cadre des « actes » successifs de la décentralisation en France depuis les années 1980. Ici réside le sens de proposer une diversité de clés de lecture et de regards, suivant les disciplines des sciences humaines et sociales, et suivant des dispositifs méthodologiques plutôt qualitatifs ou quantitatifs, d'observations ethnographiques à des propositions modélisatrices, au fil des pages. Pour cela, les contributeurs s'appuient aussi bien sur des terrains de l'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire...) que sur d'autres régions françaises (Grand Dax, Bure, Vitry-le-François ou encore l'île de La Réunion, etc.).

Les coordinateurs ont organisé cette pluralité en cinq volets, qui scandent les parties de l'opus comme autant de questionnements des constructions territoriales. Sont ainsi examinés les dynamiques identitaires et représentations sociales qui

1. « Territoires fabriqués, territoires instrumentalisés », Vannes, 22-23 juin 2017.

soutiennent des mises en énoncés des territoires, puis les articulations à l'œuvre entre les logiques institutionnelles et les dynamiques économiques, les tensions et dynamiques conflictuelles qui façonnent également les territoires, les mises en récit en tant que processus normatif et situé d'instrumentalisation et, enfin, les territoires comme objets de marketing autour d'un produit ou une filière suivant des logiques de labellisation distinctives. On soulignera le travail éditorial réalisé par les coordinateurs, qui ont notamment produit une introduction à chacune des parties, pour dépasser le risque de collection de monographies qui guette parfois les actes de colloque et livrer une vraie tentative de regards pluridisciplinaires sur un objet mouvant, en partant justement de territoires qui sont toujours en train de se faire, se défaire et se recomposer à travers leurs acteurs – publics, privés et associatifs – et leurs institutions.

Il ne faut donc pas s'arrêter à la variété des terrains d'étude, qui peut sembler rétive à des conclusions de portée élargie. L'arrière-plan d'interrogation des territoires économiques, qui sous-tendent ou contestent les constructions sociopolitiques ou du moins entrent en interaction avec elles – quitte à ramener ces enjeux à des ressources –, donne une valeur ajoutée à l'ouvrage, qui mérite que l'on s'y arrête en termes d'action publique (plutôt que d'y voir une matière à laisser aux économistes) et parce que reconnaître la complexité est un point de base d'une analyse de sciences sociales empiriquement fondée. En somme, c'est un retour sur la « force du flou » – ou, si l'on préfère, l'« effet barbe à papa » relevé par Erving Goffman – qui est illustré à partir de mobilisations diverses des énonciations des territoires. En même temps, l'on s'aperçoit que celles-ci présentent un certain nombre de constantes, que précisément les auteurs donnent à saisir autour de cinq registres : dynamiques identitaires et de représentations sociales ; agencements asymétriques de logiques d'acteurs ; résistances aux processus institutionnels ou de changement socio-économique ; instrumentalisation comme outillage de réduction du champ des possibles à travers un message unifié ; et enfin logiques de marchandisation et de labellisation légitimatrice. On retrouve bien là une grille de lecture d'ambition systémique, y compris à destination des acteurs, embrassant la complexité du territoire plutôt que de vouloir simplement la « gérer ».

En ce sens, des prolongements auraient pu être intéressants en direction d'échelles élargies : si les coordinateurs pointent pertinemment le fait que « les dynamiques de la mondialisation régénèrent les territoires » (p. 255), les cas d'étude rassemblés ont *de facto* tendance à associer territoire et « local » ou « régional », ce qui réduit en partie le champ de la notion. Or il y a bien des enjeux territoriaux nationaux, transfrontaliers, européens, continentaux et internationaux. Tester, à partir d'analyses portées à ces échelons, la proposition autour des cinq dynamiques en interaction dégagées dans l'ouvrage serait certainement d'intérêt pour la valider plus encore, la nuancer ou l'enrichir.

Philippe Hamman -

Université de Strasbourg, IUAR, SAGE

**Djavadzadeh (Keivan) - *Hot, Cool & Vicious. Genre, race et sexualité dans le rap états-unien*.** - Paris, Les Prairies ordinaires, 2021. 240 p. Index.

**K**eivan Djavadzadeh est maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris VIII. Son intérêt pour le rap féminin l'avait déjà conduit à soutenir en 2017 une thèse sur ce sujet. Dans cet ouvrage, il étudie les différentes époques où se manifestent des femmes dans le rap, les positions auxquelles elles accèdent dans un monde dominé par les hommes et la diversité des discours qu'elles tiennent. À partir d'un échantillon de rappeuses basé sur le succès commercial et la visibilité médiatique (notamment grâce aux clips vidéo), il entend montrer comment le rap est devenu pour les femmes afro-américaines un lieu de contestation stratégique de la domination des minorités genrées et raciales.

L'auteur commence par un rappel historique qui permet de saisir les progrès de la reconnaissance des rappeuses dans l'industrie et par le public. Il examine ensuite comment elles se sont réapproprié les codes du *gangsta rap*, ce qu'il interprète comme une stratégie pour s'attaquer aux fiertés masculiniste et hétérosexuelle des rappeurs. « De manière inattendue, écrit-il, c'est en s'appropriant les codes d'une musique revendiquant leur subordination [...] que les rappeuses des années 1990 et du début des années 2000 ont pu contester ou se jouer des représentations dominantes de la féminité noire » (p. 104), y compris des injonctions à la pudeur, à la douceur, à



la domesticité et au soin (p. 108). À partir des années 1990, les rappeuses se sont mises à parler, parfois très crûment, de sexe en adoptant une perspective féministe : repossession du corps de la femme et indépendance des activités sexuelles. Dans cette perspective, K. Djavadzadeh examine la place du politique dans les discours des rappeuses. D'abord absent ou formulé discrètement (parler de l'intime serait politique), le discours politique s'affirme dans des entretiens et déclarations plus que dans les paroles des morceaux. Dans un premier élan à l'occasion de la candidature de Barack Obama à la présidence des États-Unis en 2008 puis, surtout, après la création de *Black Lives Matter* en 2013. Des rappeuses soutiennent ouvertement cette organisation, non seulement dans leurs productions mais en participant à ses manifestations et en l'aidant financièrement ; s'appuyant sur leur expérience de femmes afro-américaines, elles dénoncent tout particulièrement les violences policières. Elles apparaissent ainsi comme des « intellectuelles organiques » (p. 179) qui « comptent parmi les voix progressistes les plus audibles dans la culture populaire contemporaine » (p. 182). À ces engagements politiques s'ajoutent depuis 2010 des positions féministes revendiquant une véritable égalité hommes-femmes, sans distinction de race ou de classe. Aujourd'hui, conclut l'auteur, « le rap constitue ainsi l'un des très rares lieux médiatiques où de jeunes femmes noires ont la possibilité de contester les représentations dominantes à leur sujet et de faire entendre un point de vue auto-défini » (p. 214).

*Hot, Cool & Vicious* permet de comprendre comment des femmes ont pu accéder progressivement à la notoriété et se faire une place dans un monde du rap dominé par des hommes et imprégné d'attitudes machistes. Cet ouvrage a le mérite de mettre en évidence l'ambiguïté de la position de rappeuses désireuses de s'affirmer en tant que femmes libres et indépendantes, jusque dans leur sexualité, tout en utilisant des codes et des symboliques empruntés à ou inspirés par le rap masculin, notamment *gangsta*. Il souffre toutefois, comme une importante partie de la littérature sur le rap, de certains manques. La dimension musicale (expression vocale, accompagnements) n'y est pas prise en compte. S'il retrace l'itinéraire suivi par les rappeuses dans l'industrie du divertissement, il n'envisage pas en profondeur les « dispositifs » qui trament celle-ci et la manière dont ils pèsent sur la construction de la personne

publique de ces artistes dans un univers animé par la recherche du profit. L'étude des clips vidéo est négligée, alors qu'ils possèdent, dans la combinaison paroles-musique-image, une densité symbolique jouant un rôle décisif dans le succès des rappeuses et dans la diffusion de leur image. Ces vedettes sont considérées en dehors de toute dimension historique alors qu'elles ne sont pas les premières à avoir parlé de sexe et à avoir voulu s'affirmer comme femmes « fortes » ; c'était déjà le cas, par exemple, des chanteuses de blues « classique » des années 1920. Enfin, K. Djavadzadeh aborde le politique surtout par l'explicite des mots, paroles des morceaux et déclarations, ou des soutiens. Il souligne que les sujets dont traitent les rappeuses, notamment les violences de genre, ne sont pas généralement considérés comme « politiques », alors qu'ils devraient l'être. Dans cette optique, l'érotisme et l'obscénité sont conçus comme des armes pour lutter contre des dominations qui relèvent aussi du politique (ce qui, depuis Mikhaïl Bakhtine, ou même le Roger Vailland de *Laclos par lui-même*, n'est guère nouveau) ; mais aucune étude de réception (ne serait-ce qu'à partir de *posts* ou de commentaires sur des sites Internet) ne vient évaluer les effets de mobilisation ou de « conscientisation » de l'œuvre des rappeuses. L'auteur admet que ce livre n'a pas épuisé le sujet et précise, à son terme, que ses investigations demandent à être complétées par d'autres travaux (p. 215) ; il constitue une bonne base de départ pour ce faire.

Denis-Constant Martin -  
Sciences Po Bordeaux, LAM

Dubslaff (Étienne) - « *Oser plus de social-démocratie* ». *La recreation et l'établissement du Parti social-démocrate en RDA*. - Berlin, Peter Lang, 2019 (Civilisations et Histoire). 436 p. Annexes. Bibliogr.

Basé sur la thèse de l'auteur, en études germaniques, cet ouvrage explore l'émergence d'un parti social-démocrate en République démocratique allemande (RDA) en 1989 et l'étudie jusqu'à sa fusion avec le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) au moment de la réunification en 1990. La période mise à l'analyse offre un éclairage original des conditions sociales et politiques de constitution d'un parti politique. Cette étude repose sur les archives du Parti social-démocrate d'Allemagne de l'Est (SDP), sur une

quinzaine d'entretiens réalisés avec les membres fondateurs ainsi que sur des documents fournis par ces acteurs.

Le livre se divise en deux grandes parties. La première vise, après un premier chapitre consacré à la description du système partisan est-allemand, à décrire la formation du groupement partisan en adoptant une perspective centrée sur les acteurs. La seconde partie met en évidence le système de contraintes qui conduit l'organisation à opter pour la fusion avec le parti ouest-allemand.

L'étude d'E. Dubslaff constitue un apport tant à la recherche sur les partis politiques (en contexte autoritaire) qu'à celle sur la RDA. En matière d'analyse des partis politiques, l'auteur retrouve certaines grandes orientations contemporaines de la sociologie des partis. Il insiste, en particulier, sur les réseaux sur lesquels reposent la constitution de l'organisation partisane. En l'occurrence, il souligne le rôle du milieu protestant incarné par le vivier que représentent les pasteurs pour les élites partisans. Les organisations évangéliques, outre ce rôle de vivier, disposent également des capacités de tenir à distance les stratégies de contrôle des administrations de sécurité intérieure de la RDA. Dans ce cadre, l'auteur est attentif aux détails matériels (surveillance par la Stasi, accès à certaines ressources comme les locaux ou les lignes téléphoniques) qui lui permettent de rendre compte, également, des difficultés d'homogénéisation de l'entreprise politique à l'échelle est-allemande. Il met aussi en évidence le jeu qui existe entre l'élite fondatrice et les groupes plus divers mobilisés par l'agrégation de militants issus des mouvements citoyens impliqués dans la contestation de l'hégémonie du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) à compter de 1989.

L'auteur ouvre, en outre, un chantier de réflexion sur la RDA en proposant une histoire attentive aux possibles non advenus. Il remet sur le métier l'idée d'une « nécessité » de la réunification telle qu'elle s'est historiquement produite par deux biais. D'une part, E. Dubslaff met en évidence les tensions qui existent entre les organisations sociales-démocrates est et ouest-allemandes, faisant de leur fusion l'aboutissement d'un ensemble de coups stratégiques dont le résultat n'est pas écrit d'avance. D'autre part, il rappelle l'existence de multiples projets produits au sein du SDP et consacrés à l'avenir de l'Allemagne de l'Est. Il insiste en particulier sur les projets de

réforme du socialisme démocratique portés par le SDP, n'impliquant pas une fusion immédiate entre les deux Allemagne mais l'invention d'une « troisième voie », ni capitaliste ni communiste. S'inscrivant dans un ensemble d'analyses qui essaient de s'affranchir du paradigme « totalitaire » dans l'étude des sociétés est-européennes, ce travail peut donc être caractérisé comme une histoire pas à pas de la réunification faisant réapparaître l'espace des possibles perçus par les acteurs de l'histoire. Ce faisant, la recherche rend compte des dynamiques conduisant à la chute du régime communiste en Allemagne de l'Est. L'auteur mobilise un ensemble de concepts issus de la science politique bien que n'étant pas lui-même politiste. En ce sens, il est évident que d'autres références aux travaux de la discipline auraient pu enrichir sa réflexion. Parfois événementiel, ce travail n'en reste pas moins une étude originale de la formation d'une entreprise partisane, singulière par son attention aux logiques d'action politique en contexte autoritaire et à l'incertitude des cheminements historiques.

**Karim Fertikh -**

Sciences Po Strasbourg, SAGE

**Duverger (Timothée), Itçaina (Xabier), Lafore (Robert) - *Les trois visages de l'économie sociale et solidaire. Institutionnalisations, trajectoires, territoires.* - Lormont, Le Bord de l'Eau, 2020 (Histoire des brèches). 192 p.**

Cet ouvrage a comme vocation de consolider les apports théoriques sur l'économie sociale et solidaire (ci-dessous ESS). Par le croisement fécond de trois perspectives disciplinaires complémentaires, le droit, l'histoire et la sociologie politique, Robert Lafore, Timothée Duverger et Xabier Itçaina procèdent à un exercice de clarification théorique tout en partant du postulat partagé que la spécificité de l'ESS vient de l'impossibilité d'une stabilisation conceptuelle. Les auteurs fournissent un cadre de lecture unitaire aux trois visages de l'ESS, en adoptant la perspective institutionnelle. Ils proposent ainsi trois thématiques de recherche pour analyser l'ESS : son inscription dans le cadre institutionnel global ; les trajectoires historiques instituantes de ses formes d'action collective ; et sa dynamique d'institutionnalisation territoriale sous forme de régimes territoriaux.

L'ESS est tout d'abord étudiée comme un ensemble qui s'est institutionnalisé en référence à un cadre institutionnel dominant. Sa consistance incertaine vient de son rôle médian entre les trois ordres structurant la société : politique, économique et domestique. Leurs formes d'autonomisation respectives et leur interdépendance certaine sont à l'origine de tensions dialectiques et de régulations qui donnent corps aux démocraties modernes. D'abord pensée comme une solution alternative radicale pouvant dépasser ces tensions, puis comme un espace de médiation, l'économie sociale a généré des expériences qui ont cherché à dépasser les contradictions inhérentes aux trois ordres sociétaux dans une mise en cohérence démocratique. Ceci par l'arrimage de quatre dynamiques : la constitution de nouveaux espaces publics dans des formes démocratiques inédites ; l'entraide entre égaux au sein de collectifs de vie et de travail ; la lutte contre les inégalités et les injustices sociales ; l'invention d'un ordre économique alternatif à l'ordre marchand. Après une période de radicalisation durant la révolution industrielle, ces groupements intermédiaires finissent par se distinguer dans des composantes institutionnalisées. Ainsi, selon R. Lafore, les coopératives, les mutuelles puis les syndicats et les associations se cantonnent chacune dans un ordre spécifique en perdant leur capacité de synthèse et d'alternative globale aux structures institutionnelles imposées par l'État et le marché. Les mutations intervenues dans l'ordre de l'économie capitaliste, ainsi que dans le champ des libertés individuelles, et leurs articulations respectives avec un État considéré trop tutélaire, amènent, à partir des années 1970, à une recomposition du cadre institutionnel global dans lequel les acteurs de l'ESS ont créé d'autres espaces de médiation et d'expérimentation pour réconcilier leurs aspirations individuelles avec leurs vécus citoyens et productifs, ceci au nom d'un bien commun sociétal.

En renversant le regard, dans la deuxième partie de l'ouvrage, il est question pour T. Duverger de valoriser le pouvoir instituant de l'ESS. Dans ses trajectoires historiques, celle-ci a contribué en effet à façonner des référentiels d'action collective distincts des formes publiques et marchandes tout en étant soumise au risque d'isomorphisme institutionnel, notamment dans sa réalité contemporaine. La capacité instituante de l'associationnisme ouvrier de l'après-1848 s'est concrétisée dans la revendication du droit

d'association et de travail avec l'affirmation d'une doctrine solidariste qui amena à reconnaître la mutualité, la défense professionnelle et l'entraide ouvrière tout autant que la coopération. Mais c'est au moment de cette reconnaissance que l'économie sociale a évolué vers une perte progressive de sa dimension politique à la faveur d'une logique marchande et redistributive jusqu'aux années 1970. Ces années marquent une forme de réinvention autour de quatre principes clés : la non-lucrativité, la liberté d'adhésion, la gestion démocratique et l'indépendance vis-à-vis de l'État. Ces incontournables fédèrent les organisations de l'économie sociale et solidaire (OESS) en dépit de leurs différences et servent de base à la renégociation, à partir des années 1980, des différents statuts, et à la création d'instances institutionnelles et de fonds dédiés. C'est à l'aune de cette période de structuration que les mouvements sociaux remettent en cause les cadres statutaires de l'économie sociale à la faveur de collectifs alternatifs d'habitat, de santé, d'alimentation et d'éducation qui rétablissent la primauté de la délibération démocratique et de l'hybridation des ressources dans la perspective d'une économie plurielle. Si cette nouvelle économie solidaire trouve son fondement dans la dimension politique, c'est plutôt dans le sillage d'un nouveau capitalisme d'intérêt général qui émerge de l'entrepreneuriat social. S'affirmant en France durant les années 2000, il marque l'arrimage de l'ESS, définition inclusive actée par la loi de 2014, à la rationalité néolibérale. Pourtant, la perspective d'un autre modèle de développement semble se dessiner pour contrer cette tendance grâce au projet de transformation que les communs, ancrés dans les territoires et se fondant sur une gouvernance démocratique, soutiennent.

C'est bien la dimension territoriale qui est discutée dans la troisième partie de l'ouvrage. Le concept de régime territorial traduit, selon X. Itçaina, la dynamique d'institutionnalisation territoriale de l'ESS dans le sens où il est à même de prendre en compte les conditions d'émergence, de transférabilité ou de reproductibilité des initiatives de l'ESS en interrogeant le rôle du politique dans ces processus plutôt que les facteurs directement économiques. En ce sens, il est possible d'isoler trois déterminants territoriaux : les matrices et dispositions héritées à coopérer ; les régulations économiques et politiques ; la construction des problèmes politiques territoriaux. L'émergence et le potentiel de développement des

organisations de l'ESS sur un territoire donné peuvent, dans cette perspective, être dus à la mémoire d'une capacité des acteurs à se coordonner et coopérer y compris avec les pouvoirs publics. Ce qui constitue un patrimoine utile à l'implantation d'autres collectifs et à la caractérisation des modalités de régulation entre acteurs économiques et politiques sur ce même territoire. Ces régulations peuvent être de différents ordres et témoignent du rôle central ou polarisé que l'ESS peut avoir sur les dynamiques de développement territorial. Enfin, il est possible d'évaluer, dans une perspective de travail institutionnel, la capacité qu'ont les organisations de l'ESS à produire des transformations sur un territoire donné, non seulement en termes socio-économiques mais aussi dans la traduction de leurs aspirations sociétales en problèmes publics.

Cet ouvrage, dont on peut regretter qu'il manque d'illustrations expérientielles plus développées, contribuera certainement à donner une assise plus solide aux débats théoriques sur l'économie sociale et solidaire.

Elisabetta Bucolo -  
CNAM, Lise-CNRS

Faucher (Florence), Truc (Gérôme), dir. - *Face aux attentats*. - Paris, PUF, 2020 (La vie des idées). 108 p.

Bibliogr.<sup>1</sup>

**F**ace aux accusations dont les sciences sociales ont fait l'objet au lendemain des attentats, les analyses sociologiques étant assimilées à des excuses, l'ouvrage collectif dirigé par Florence Faucher et Gérôme Truc entend démontrer au contraire leur utilité. Cependant, le contenu du livre ne propose pas de comprendre les ressorts des terrorismes contemporains, mais de saisir la pluralité des discours post-attentats. Publié dans la collection « La vie des idées », il est destiné à être diffusé largement et à rendre accessibles les analyses universitaires sur les réponses politiques et sociales aux attentats de 2015 en France<sup>2</sup>. Comme les auteur.e.s le rappellent en

introduction, il ne s'agit pas des premiers attentats meurtriers en France mais, selon eux, les réactions sociales à ces événements ont été sans précédent. En effet, de nombreux discours politiques, médiatiques, sociaux, tant en France qu'à l'international, ont été prononcés. Les sciences humaines et sociales n'ont pas échappé à cette profusion et, depuis 2015, nous avons assisté à un « bouillonnement de recherche » (p. 6) et de publications dans lequel s'inscrit sans conteste ce livre<sup>3</sup>.

L'ouvrage, qui rassemble six contributions de chercheurs et chercheuses issu.e.s de plusieurs disciplines (psychologie, sociologie, science politique et science de l'information et de la communication), propose des analyses centrées non pas sur des groupes sociaux mais « dans différentes sphères » (p. 8) : « au centre de l'attaque » (Guillaume Dezecache), « dans la rue » (Maëlle Bazin), « à la télévision » (Pierre Lefebure et Claire Sécaïl), « sur Internet » (Romain Badouard), « au sommet de l'État » (Florence Faucher) et « dans les têtes » (Vincent Tiberj). Ainsi, les différentes recherches s'appuient sur une diversité de données allant d'entretiens réalisés avec les personnes présentes au Bataclan aux prises de paroles en ligne, ce qui permet de mettre en lumière la multiplicité des manières de réagir à un attentat, à distance des représentations sociales consensuelles de deuil et d'unité.

La contribution de G. Dezecache invite le lecteur à interroger ses prénotions sur la manière dont les individus se comportent face à un danger et plus particulièrement le « mythe de la panique de foule » (p. 12). À partir d'entretiens effectués avec des personnes présentes lors de l'attaque au Bataclan le 13 novembre, l'auteur montre à l'inverse que la plupart des enquêtés évoquent des relations d'entraide tant pour un bénéfice personnel que pour aider autrui. Par ailleurs, le chapitre de M. Bazin et celui de R. Badouard invitent à questionner les images d'unité et de communion consensuelle post-attentat. En effet, M. Bazin montre que, derrière les hommages déposés sur les mémoriaux éphémères, les messages dévoilent

1. Une édition anglaise augmentée de deux chapitres sera publiée chez Palgrave Macmillan en 2022.

2. L'ouvrage porte uniquement sur les attentats de 2015 et non ceux de Toulouse en 2012, celui de Nice en 2016 ou d'autres ultérieurs.

3. Voir notamment Gérôme Truc, *Sidérations. Une sociologie des attentats*, Paris, PUF, 2016 ; Laurie Boussaquet, Florence Faucher, « Quand l'État convoque la rue : la marche républicaine du 11 janvier 2015 », *Gouvernement et action publique*, 6 (2), 2017, p. 37-61 ; Pierre Lefebure, Claire Sécaïl (dir.), *Le défi Charlie. Les médias à l'épreuve des attentats*, Paris, Lemieux Éditeur, 2016 ; ou encore Sarah Gensburger, *Mémoire vive. Chroniques d'un quartier. Bataclan 2015-2016*, Paris, Anamosa, 2017.

une pluralité de réactions et représentations. R. Badouard invite, quant à lui, à s'intéresser aux « contre-publics<sup>1</sup> » à travers les écrits sur les réseaux sociaux. Il s'agit alors de saisir des discours qui ne sont pas dominants et largement diffusés, sans pour autant qu'il s'agisse de complotisme. À partir de cette collecte de données numériques, l'auteur invite à les saisir comme étant le reflet des conflits pouvant traverser la société française, et ce dans un contexte d'injonction morale après les attentats. En effet, non seulement les individus doivent exprimer leur émotion, mais surtout ils doivent le faire de manière consensuelle. Or les messages sur Internet permettent de saisir une diversité de prises de parole, loin des discours d'unité nationale.

L. Boussaguet et F. Faucher interrogent directement les discours d'unité nationale et le « ralliement au drapeau » dans les réactions politiques au lendemain des attentats. En prenant appui sur les travaux de Christophe Chowanietz, elles montrent que, loin d'être une évidence, les discours d'union dépendent de facteurs structurels et conjoncturels. Après les attentats, il s'agit pour l'exécutif de produire un cadrage qui soit audible par une opinion déjà formée, d'où l'analyse de « l'opinion publique » lors de la mise en forme des discours. Cependant, au-delà de l'adaptation à la spécificité du contexte, il s'agit également d'avoir recours à des symboles, largement utilisés par ailleurs, comme la minute de silence, qui peuvent aussi revêtir une signification différente selon les acteurs. Cela rejoint ce qui est évoqué par M. Bazin : un même symbole ou message *a priori* consensuel pouvant être polysémique, le ralliement derrière une même pratique ne signifie pas une adhésion au même discours de fond<sup>2</sup>.

Cet ouvrage ouvre donc la réflexion sur ce qui apparaît comme une évidence au lendemain des attentats : l'unité nationale ne va pas de soi, et les réactions dissonantes ne sont pas nécessairement un manque de respect aux victimes. Cependant, nous pouvons regretter que cet ouvrage – comme tant d'autres avant lui – ne mentionne pas ou peu les victimes juives des attentats antisémites, souvent absentes des analyses. Il constitue malgré tout un apport indéniable à la littérature sur le sujet, en étant tourné

vers le grand public et en rendant plus accessibles les textes scientifiques.

**Solveig Hennebert -**

Université Lumière Lyon II, Triangle

**Frobert (Ludovic) - Vers l'égalité, ou au-delà ?**

*Essai sur l'aube du socialisme.* - Lyon, ENS Éditions, 2021 (Gouvernement en questions[s]). 200 p. Bibliogr.

Le dernier livre de Ludovic Frobert continue l'exploration des premiers socialistes en France, auxquels il se consacre depuis plusieurs années. Dans son introduction, il fixe le cadre de son enquête. Il entend retourner au « socialisme originel » (p. 11) pour déchiffrer son « code génétique » (p. 6) à la lumière de cette valeur essentielle : l'égalité. Le socialisme doit-il d'abord reposer sur l'équité, qui tolère des inégalités légitimes, ou sur l'égalité ? Le premier socialisme pose une frontière entre les deux. Au-delà de la simple égalité des chances, il existe une quête de l'égalité réelle. Cette égalité des chances fixe la limite entre « socialisme de l'en deçà et socialisme de l'au-delà » (p. 7) de l'égalité. Le premier se focalise sur la capacité, le second sur le besoin. Trois auteurs, très bien choisis, vont éclairer cette étude : Constantin Pecqueur, François-Vincent Raspail et George Sand.

Le premier chapitre, « Une société justement fraternelle », est ainsi consacré à C. Pecqueur. Contre la concurrence et ses ravages, les premiers socialistes cherchent une « science positive et normative des liens sociaux » (p. 18) : « un savoir émancipateur » (p. 20). Deux grandes écoles s'opposent. La première, incarnée par les saint-simoniens, pense la société sous la forme d'une nouvelle hiérarchie des capacités, garantissant seulement « l'égalité socialiste des chances » (p. 23) : « À chacun selon ses capacités, à chaque capacité selon ses œuvres », proclame sa devise. Pour d'autres, l'égalité des chances n'est pas un plafond mais un plancher pour s'élever jusqu'à l'égalité réelle. Cette école républicaine, représentée par Louis Blanc, François Vidal et C. Pecqueur, prend corps, en 1848, dans la Commission du Luxembourg. L'État doit être l'acteur de la transformation sociale en finançant les ateliers sociaux, en coordonnant les associations. Ces

1. En référence aux travaux de Nancy Fraser.

2. Cela est évoqué par Nicolas Mariot dans son travail sur les voyages présidentiels en province : N. Mariot, *Bains de foule. Les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Paris, Belin, 2006.

« socialistes fraternitaires » (p. 56) se réclament de l'utopie et du « parfait » pour réaliser une société juste, et non pas seulement équitable. Le besoin prime, pour eux, sur « l'idole capacitaire » (p. 57) : « De chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins » (p. 47), affirme L. Blanc.

Le chapitre suivant, « Ce qu'émanciper veut faire », est centré sur F.-V. Raspail. Celui-ci, autodidacte et médecin du peuple, poursuit la mise en cause de « l'idée capacitaire » (p. 64). Il élabore une « théorie générale de l'émancipation » (p. 72), qui doit conduire à l'égalité. En médecin politique, il pose le même diagnostic pour les corps individuels et les corps sociaux : la maladie vient des parasites et des pouvoirs étrangers qui corrompent les êtres. Il faut donc les en libérer pour recouvrer la santé et le bien-être. F.-V. Raspail oppose la compétence, partagée par tous, à la capacité, réservée à quelques élus. Cette compétence doit s'épanouir dans son milieu naturel : la République. Celle-ci associe, par en bas, toutes les communes, ces cellules du corps social. Elles sont des foyers de délibération dans chaque domaine. Chacun s'épanouit dans cette « République des compétences » (p. 98), toutes égales entre elles. Le gouvernement s'efface devant cette administration permanente du peuple par lui-même.

Un dernier chapitre, « L'amour au temps de la communauté », est consacré à G. Sand. Loin de se réduire à une doctrine économique, le socialisme est une doctrine de l'amour, « cette expression cardinale du lien communautaire » (p. 140), puisqu'il est le vrai moyen d'une « égalité radicale » (p. 142). L. Frobert fait un commentaire suivi et précis du *Péché de Monsieur Antoine* (1846) qui donne à voir cette « société communiste » (p. 150) devenue réalité, dans laquelle le devoir doit l'emporter sur le droit.

Enfin, dans un chapitre de conclusion, « C'est toujours autrement et mieux », L. Frobert montre que ces utopistes, méprisés comme tels, reprennent le vocabulaire à leur compte et défendent l'invention, cette création fécondée par l'imagination, seule à même de transformer le réel.

Cet essai, concis et convaincant, appelle plusieurs remarques. L. Frobert fait, à plusieurs reprises, des ponts entre le passé et le présent, comme si le passé pouvait ou devait nous inspirer. Ainsi rapproche-t-il les premiers socialistes de John Rawls ou de G. A. Cohen, de la pensée actuelle du *care* ou des communs. Ces prolongements entretiennent une confusion. Insister sur ces continuités apparentes,

c'est oublier à quel point ces penseurs du passé appartiennent à un autre monde, vivent sur une autre rive. Ainsi veulent-ils fonder une République de Dieu, pour reprendre le titre d'un ouvrage de C. Pecqueur, bien loin de notre République laïque. La terminologie choisie par l'auteur entretient une autre confusion. S'il existe sans doute un socialisme de l'en-deçà, que signifie un socialisme de l'au-delà de l'égalité ? À quoi peut bien ressembler une société plus qu'égale ? Aucun socialiste originel n'en a jamais dit un mot. L. Frobert le précise lui-même : il s'agit d'atteindre une égalité radicale, c'est-à-dire l'égalité tout court. Pas d'au-delà de l'égalité donc...

Loïc Rignol -

Université de Franche-Comté

**Girault (Jacques), Robert (Jean-Louis) - *Le congrès de Tours. Présentation, extraits, résolutions.* -**  
Montreuil, Le Temps des Cerises, 2020. 203 p.

Le centenaire du congrès de Tours, qui vit la scission entre socialistes et communistes en décembre 1920, a nourri son lot de bilans historiographiques et de publications de sources. Parmi elles, la pièce maîtresse reste sans conteste le compte rendu du congrès. Annie Kriegel en a donné une édition critique en 1973, en ne reproduisant que les principaux discours et en l'accompagnant d'une introduction conséquente. L'intégralité du compte rendu a ensuite été éditée par Jean Charles, Jacques Girault, Jean-Louis Robert, Danielle Tartakowsky et Claude Willart en 1980. Une décennie plus tard, les seuls J. Girault et J.-L. Robert ont publié chez Messidor une sélection des principaux discours, réitérant le choix éditorial d'A. Kriegel 20 ans plus tôt. L'ouvrage de J. Girault et de J.-L. Robert, qui fait l'objet d'une réédition par Le Temps des Cerises, s'inscrit donc dans une forte continuité qui vise à conserver la mémoire d'un événement fondateur pour les gauches françaises.

Les extraits sont précédés d'une introduction revenant sur l'impact de la guerre et les transformations du monde du travail qui en découlent, sur les divisions du mouvement ouvrier dans le sillage des événements russes et sur les choix possibles qui restent ouverts à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Les enjeux du congrès sont efficacement rappelés : « Quand commence le congrès, tout le monde sait que l'adhésion à la Troisième Internationale l'emporte. La seule interrogation porte sur l'attitude des Reconstructeurs » (p. 30),

c'est-à-dire ceux qui, comme Jean Longuet, acceptent l'adhésion mais sous conditions. Les auteurs s'efforcent d'intégrer les apports historiographiques récents, malheureusement rendus invisibles par le renvoi en fin de volume de la bibliographie. Celle-ci reste très superficielle : sur les 44 références, 18, seulement, ont été publiées après 1990 et, sauf exception, aucune n'est publiée à l'étranger.

Le choix des textes met en scène les grandes figures du congrès et en signale les étapes majeures : la défense des conditions par Marcel Cachin et Louis Oscar Frossard, l'émotion de Léon Blum et J. Longuet, les irrptions spectaculaires du télégramme de Grigori Zinoviev et de Clara Zetkin. Les extraits sont articulés les uns aux autres par des résumés qui permettent de garder la continuité des débats. Ils sont suivis des manifestes respectifs de la Section française de l'Internationale communiste (SFIC) et de la SFIO, du texte des 21 conditions et du texte des résolutions discutées. Figure enfin la liste des votes par fédération sur la question cruciale des conditions imposées par l'Internationale communiste. En introduction, les auteurs invitent à ne pas « réduire les débats à une simple confrontation de lignes stratégiques » (p. 7). Mais, en l'absence de notes critiques donnant des informations essentielles et nécessaires sur un personnage ou un événement, le lecteur reste confiné dans la salle du Manège et peine à saisir l'importance de ce congrès, pour l'histoire du communisme comme pour l'histoire politique de la France au <sup>xx</sup> siècle.

**Emmanuel Jousse -**

Sciences Po, Centre d'histoire

**Godmer (Laurent) - *Le travail électoral.***

*Ethnographie d'une campagne à Paris.* - Paris,

l'Harmattan, 2021 (Questions contemporaines). 288 p.

**L**aurent Godmer présente dans cet ouvrage les résultats d'une enquête ethnographique sur les élections municipales dans le V<sup>e</sup> arrondissement de Paris en 2014. Cette recherche s'inscrit dans le renouvellement en cours des études électorales. Elle explore ce que le chercheur appelle le « travail électoral », c'est-à-dire l'ensemble des activités publiques ou semi-publiques visant à la mobilisation électorale réalisées dans le cadre des élections municipales du V<sup>e</sup> arrondissement.

La recherche impressionne par sa précision et par l'ampleur du matériau empirique collecté permettant une description très fine des acteurs gravitant autour des organisations politiques de cet arrondissement parisien. Cette densité ethnographique est l'un des points les plus remarquables d'une étude reposant sur une « méthode panoptique » (p. 10). Le chercheur a réalisé des centaines d'observations et de très nombreux entretiens informels, collecté documents et informations de presse, et mené une quarantaine d'entretiens semi-directifs avec le personnel politique de l'arrondissement en question. Ce panoptisme fait aussi de cette ethnographie un travail singulier, en ce qu'il ne repose pas sur l'analyse d'une seule liste ou d'une seule organisation partisane mais entend embrasser tout le spectre politique.

Le livre s'organise en deux grandes parties qui proposent une description dense du « travail électoral ». La première s'interroge sur les « temporalités » électorales. Elle retrace la séquence de l'élection parisienne en mettant l'accent sur les incertitudes et la transformation des enjeux en fonction des moments de l'élection. La seconde partie porte sur les dispositifs de mobilisation déployés au fil de l'élection, du tractage sur les marchés au porte-à-porte, en passant par ce que l'auteur nomme la mobilisation « scripturale ».

Dans son analyse séquentielle de la campagne électorale de 2014 (dont l'auteur montre l'ombre portée jusqu'aux dernières élections de 2020), L. Godmer rend compte des dynamiques de mobilisation des sous-entreprises partisans (l'auteur parle de « tribalisation de la socialisation », p. 72) et de la manière dont la campagne réactive (ou, à l'inverse, détitise) les loyalités au sein des différents espaces partisans. À l'instar de travaux réalisés sur des élections plus anciennes, il confirme, au fil de la description ethnographique, les usages stratégiques d'un impératif de parité qui modifie la valeur des capitaux détenus par les acteurs politiques en place. Cette première partie du volume insiste, de manière plus générale, sur les registres de légitimation des candidatures, avec la valeur spécifique accordée à l'« ancrage » territorial caractérisant en particulier la dynastie Tibéri, ce qui n'est pas sans rappeler les travaux de Marc Abélès (*Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département*, Odile Jacob, 1989) sur les dynasties politiques dans l'Yonne.

De manière générale, l'ouvrage met en évidence les effets de la professionnalisation du travail électoral. La description de la campagne étonne par la forte clôture du monde politique sur lui-même, y compris au plus fort de la campagne électorale et en partie sous l'effet de la professionnalisation politique. En suivant responsables et militants dans leurs activités électorales, L. Godmer se met, en effet, en position de rendre compte d'un entre-soi politique que ne brisent pas les nombreuses réunions organisées dans le cadre du travail de mobilisation. La plupart d'entre elles n'apparaissent, de fait, que formellement publiques. En insistant, en outre, sur l'apprentissage des pratiques, l'ethnographie politique donne un éclairage singulier au travail électoral : l'observation permet de faire apparaître les « ficelles » du métier électoral et les modes implicites de leur transmission. Les entretiens autorisent, enfin, une fine analyse des rapports subjectifs aux différents dispositifs de mobilisation, plus ou moins ajustés aux habitus personnels ou militants.

En proposant ce panorama large du travail de mobilisation des différentes entreprises partisans investies dans cette élection, le chercheur offre une vision d'une grande précision et « érudition ethnographique » des moments et des lieux où les candidats et candidates agissent publiquement en vue de leur élection. L'ouvrage ordonne ce matériau par des concepts clairs (travail électoral, temporalité, techniques de mobilisation, etc.). Pour ces raisons, il est, sans conteste, une contribution importante à la sociologie des mobilisations électorales.

Face à l'ampleur de l'investissement empirique du chercheur, on peut souligner les développements possibles de la recherche sans considérer qu'ils constituent un manque dans un ouvrage déjà très nourri. Le dispositif d'enquête synoptique aurait, ainsi, pu gagner à s'ancrer également dans l'organisation et la division du travail au sein de l'équipe de campagne (tous les acteurs mobilisés ne font pas la même chose). Il est également des actions invisibles qui pourraient être importantes dans la dynamique électorale et qui restent marginales dans la présentation de l'auteur ; il s'agit des transactions intersectorielles qui accompagnent l'action électorale semi-publique des candidats : lorsqu'ils rencontrent des collectifs (dirigeants d'associations, de syndicats, d'entreprises, etc.), qu'ils intègrent leurs revendications dans leurs programmes ou répondent à leurs sollicitations. Or cette organisation du

travail et ces actions de mobilisation de réseaux préconstitués, peu visibles dans l'ouvrage, pourraient en constituer un prolongement intéressant.

**Karim Fertikh -**

Sciences Po Strasbourg, SAGE

**Granger (Christophe), Le Gall (Laurent), Vignon (Sébastien), dir. - *Voter au village. Les formes locales de la vie politique, <sup>xx</sup>-<sup>xxi</sup> siècles.* -**

Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2021 (Paradoxa). 310 p.

Voilà un ouvrage collectif qui vient utilement alimenter les connaissances en sociohistoire, en sociologie critique et en science politique sur la vie politique locale. Il mobilise onze auteurs et deux auteures issus de ces trois champs disciplinaires sur 310 pages denses organisées en trois grandes parties. La longue introduction, signée par les trois directeurs de cette entreprise intellectuelle, donne le ton d'une ligne éditoriale ambitieuse consistant à reconsidérer la « variable de localité » qui, en milieu rural, pourrait conditionner les conduites politiques. La conclusion, enfin, est signée par Patrick Champagne. Le sociologue de renom y soutient avec force l'idée que le « vote au village » doit être appréhendé comme une « forme élémentaire de la vie politique ».

Sur le plan scientifique, il s'agit clairement d'un livre de combat au sens où, de l'introduction à la conclusion en passant par les onze chapitres, tous les auteurs précèdent la présentation des données de terrain de développements méthodologiques et de questionnements épistémologiques explicitement inscrits dans un courant de pensée porté par quelques écrits et auteurs de référence. La thèse, connue et reconnue dans les trois champs disciplinaires évoqués plus haut, est des plus solides : pour analyser le vote, pour comprendre la vie politique locale et pour discuter un éventuel vote rural, il est indispensable de procéder à une rigoureuse « analyse localisée du politique ». La ligne a été annoncée 30 ans plus tôt dans la revue *Politix* (qui venait de naître) avec un article remarqué signé par les jeunes (à l'époque) Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki. Tout au long de l'ouvrage, quelques marqueurs intellectuels prestigieux, Jacques Lagroye, Alain Garrigou, P. Champagne, Michel Offerlé, Bernard Lahire, balisent le chantier. Les 13 auteurs défendent sans ambiguïté un travail exigeant de



déconstruction des catégories, des méthodes et des données pour mettre en évidence les explications du vote en relation avec l'analyse des structures sociales locales. Leur démarche scientifique part de la conviction partagée que c'est l'analyse sociologique des « effets de lieu », chère à Pierre Bourdieu, qui permet de dévoiler et d'expliquer en profondeur les stratégies de reproduction et de transformation du système politique.

Pour donner envie au lecteur de plonger dans cette impressionnante somme de contributions érudites sur la politique située et historicisée, je propose de mentionner de façon parfaitement subjective les deux ravissements d'admiration et l'étonnement agacé qui en ont marqué ma lecture.

Le premier point d'admiration concerne la solidité tant conceptuelle que méthodologique que les auteurs affichent pour aborder chaque étude de cas. On est ici dans une conception critique des sciences sociales à la fois documentée et engagée. Chaque chercheur avance à découvert sur le plan scientifique, c'est-à-dire en situant son approche dans la littérature existante et en défendant une méthode précise et originale d'exploration du terrain. Cette rigueur orientée fait l'intérêt de la première partie où « l'élection au village » appelle une réflexion, parfois vertigineuse, sur des pas de côté dans la délimitation d'un objet de recherche et d'un angle d'attaque : les archives judiciaires sur des contentieux forestiers à la fin du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle pour Christophe Voillot ; les logiques d'abstention en Picardie pour Sébastien Vignon ; la production audiovisuelle sur la politique au village de 1950 à 1980 pour Édouard Lynch ; le vote blanc aux élections municipales de 2014 dans trois départements pour Aurélia Troupel. La deuxième partie se focalise sur le vote avec un même fil rouge convaincant concernant « l'ordre villageois » qui s'y dessine, que ce soit au gré de combats avec le clergé au Pays basque sous la III<sup>e</sup> République (Xavier Itçaina), dans les réseaux d'interconnaissance d'un bourg industriel (Julian Mischi), sur le vote Front national dans un village en Mayenne (Guillaume Letourneur) ou sur la place méconnue des femmes élues et électrices dans le monde rural (Magali Della Sudda et Victor Marneur).

Le second point d'admiration porte sur les trois chapitres de la troisième partie avec des plongées passionnantes dans ce que les auteurs nomment les négociations ordinaires de la citoyenneté au village. Christophe Granger retrace avec une

certaine jubilation les méandres d'une bagarre au village autour de deux banquets en 1910. Laurent Le Gall questionne minutieusement les déboires d'un député-maire dans les années 1930 à l'organisation des bals de son village. Quentin Schnapper interprète finement les conflits entre « autochtones » et « étrangers » dans les foires agricoles d'un village de 1980 à 2015. Le récit de ces trois « moments d'incertitudes et d'ouverture des possibles » est l'occasion d'une discussion stimulante sur les rapports de force que les groupes sociaux expriment dans certains temps forts de la vie collective locale.

Le point d'étonnement, enfin, est relatif à la façon parfois radicale dont certains auteurs laissent de côté, délégitiment ou oublient, au nom d'un constructivisme pur, d'autres grilles de lectures concernant l'étude de la politique au village. Sur les enjeux électoraux, par exemple, l'impasse revendiquée sur les approches quantitatives et les enquêtes d'opinion ne convainc pas vraiment tant le « quanti » donne aujourd'hui des compléments et des éclairages parfois décisifs sur certaines zones d'ombre que les monographies et les grilles socio-historiques peinent à élucider. De même, l'absence complète d'études sur l'action publique en tant que telle, qu'elle soit municipale, intercommunale ou cantonale, prive les analyses de toute mise en discussion des interdépendances pourtant évidentes de cette « politique en actes » dans l'engagement entrecroisé des « dominants », des « dominés », des corps intermédiaires et des services de l'État en milieu rural. On regrettera également la défiance, en creux, vis-à-vis de certains travaux d'ethnologie politique ou de sociologie qui questionnent avec brio les ressources d'éligibilité, d'identité et de leadership du pouvoir local, ou encore qui éclairent d'un jour nouveau les ressorts sensibles de politisation, symboliques, corporels et émotionnels, propres à l'agir politique localisé.

À cet égard, la focale uniquement franco-française de l'ouvrage laisse la curieuse impression d'une équation stato-centrée alors même que, paradoxalement, les promoteurs du livre revendiquent ces approches dans toute leur diversité et toute leur complexité, en appelant même (dans la conclusion de l'introduction) à l'unité des sciences sociales. *Voter au village* a replacé l'esprit des lieux au cœur du jardin à la française des controverses académiques sur le vote et la politique locale. C'est une avancée conséquente (même si le dialogue entre les auteurs aurait

apporté un plus à la démarche). Gageons que sous l'impulsion d'une jeune recherche moins prisonnière des filières tubulaires de légitimation de l'excellence scientifique *made in France*, le prochain ouvrage collectif sur le village en politique saura énoncer (dans 30 ans ?) des passerelles conceptuelles et méthodologiques internationales explicitement situées à la croisée du *politics*, des *policies* et de la *polity*.

**Alain Faure -**

CNRS, Sciences Po Grenoble, PACTE

**Hassenteufel (Patrick), Saurugger (Sabine), dir. -  
Les politiques publiques dans la crise. 2008 et ses  
suites.** - Paris, Presses de Sciences Po, 2021  
(Académie). 336 p. Index. Bibliogr.

**A** lors que la crise de la Covid-19 a engendré des bouleversements dans de multiples domaines de l'action publique, un ouvrage sur la crise financière de 2008 pourrait apparaître suranné. Pourtant, il n'en est rien. Presque 12 ans après la « crise », il est fort utile de continuer à s'interroger sur les effets des politiques néolibérales post-crise, mais aussi de penser ce qui, dans les crises, affecte l'action publique. L'objet précis de ce livre dirigé par Patrick Hassenteufel et Sabine Saurugger est la « transformation des politiques publiques en temps de crise » (p. 7). Dans une introduction stimulante et reposant sur une riche revue de la littérature, les auteurs proposent de dépasser l'opposition classique entre la crise comme conjoncture critique propice au changement et les travaux d'économie politique qui ont insisté sur la continuité des politiques néolibérales après 2008, afin de mieux articuler changements et continuité, contraintes et opportunités dans l'action publique.

La perspective proposée, caractéristique de l'approche française de l'action publique, consiste à considérer les effets de la crise non seulement sur les contenus des politiques, mais aussi sur les configurations d'acteurs et les relations de pouvoir pour interroger les transformations de l'État. Ce point de vue permet d'expliquer pourquoi la crise, en dépit de sa sévérité et de la responsabilité des politiques néolibérales dans la précipitation des cours boursiers, a permis d'accélérer des mutations à l'œuvre et renforcé le paradigme néolibéral. Sans entrer dans le détail de chaque chapitre, soulignons en outre que l'ouvrage fournit un tour d'horizon très utile de l'évolution de

différents secteurs aux prises avec la crise ou les transformations budgétaires et politiques qu'elle a engendrées : finance, budget, régions, défense, politiques sociales, emploi, environnement. Un deuxième intérêt de cette approche est la rigueur empirique déployée par certains chapitres dans l'analyse de la crise comme opportunité, ce qui permet de voir comment certains acteurs, tels la Banque centrale européenne (BCE) ou les institutions budgétaires indépendantes, ont pu, à la faveur de ces événements, renforcer leur position ou, au contraire, ont vu se réduire leur pouvoir d'action. On saluera en particulier le chapitre de S. Saurugger et Fabien Terpan qui fournit un effort précis pour conceptualiser les modalités par lesquelles une crise produit des effets significatifs sur les politiques publiques en fonction de son degré de sévérité et de la taille de la fenêtre d'opportunité qu'elle ouvre.

Cependant, seuls quelques chapitres donnent lieu à une analyse minutieuse desdites configurations (notamment sur la protection sociale) et, dans la plupart des cas, ces acteurs sont institutionnels, ce qui, au final, produit un ouvrage plus désincarné qu'il ne prétend l'être (notamment sur les questions budgétaires et financières). Une deuxième limite tient au statut de la notion de crise : finalement, on n'en apprend que très peu sur la crise économique et financière de 2008 et ses effets directs sur les acteurs. Nombre de chapitres la considèrent comme une donnée exogène que les acteurs manipulent selon leurs intérêts. Faut-il alors en conclure que ses effets déstabilisateurs sont inégalement répartis ou qu'ils n'affectent que peu l'action publique quotidienne ? L'ouvrage porte plus sur l'avant et l'après qu'il ne plonge réellement dans la crise. Ce point amène à questionner le *design* de l'ouvrage. Face à une crise économique et financière, tous les ministères, secteurs ou niveaux d'action publique, ne sont pas affectés de la même façon. Si certains vont traverser de grosses turbulences, d'autres doivent gérer des conséquences (crise sociale ou budgétaire), quand d'autres n'en ressentent les effets que par ricochet (diminution des ressources publiques, compétition entre logique économique et environnementale). Il aurait ainsi été pertinent de mieux spécifier le choix des cas et de différencier leur rapport à la crise.

Une autre critique tient au fait que les auteurs considèrent que la réponse aux crises n'est pas un processus routinisé, ce qui est vrai si l'on considère le moment de l'urgence qui appelle moult

improvisations de la part des acteurs. Or, depuis le début des années 2000, l'action publique fait l'objet d'un processus de « crisification » avec le déploiement d'instruments de gestion de crise à travers de nombreux domaines qui orientent les réponses des acteurs. La crise de 2008 a elle-même accéléré la diffusion de tels instruments au domaine bancaire et financier ou a donné lieu à de nouvelles mesures spécifiques, ce qui aurait pu être discuté plus en profondeur.

Au final, la conclusion paraît un peu faible au vu de la question posée : si « la crise a un effet très limité » (p. 202), pourquoi la prendre pour objet ? Ne faudrait-il pas changer la question : pourquoi ne produit-elle pas toujours des effets ? Beaucoup d'explications avancées, telles que la structuration des réseaux d'acteurs, ne sont pas spécifiques à la situation de crise, ce qui amène à se demander si la crise diffère finalement des autres temporalités de l'action publique. Ce résultat ramène à un débat classique, amorcé en introduction mais qui aurait pu être mieux mobilisé dans le livre, sur le changement et la continuité dans les politiques publiques. Nombre de chapitres penchent en faveur de l'idée que les configurations d'acteurs constituent des institutions qui définissent des trajectoires. Cette perspective, pourtant pertinente, aboutit paradoxalement à aplatir la crise, parfois réduite à un épiphénomène, ce qui là encore soulève des questions théoriques quant au statut de cette notion. L'ouvrage manque donc d'une conclusion, qui offrirait une comparaison plus systématique entre secteurs, et de réflexions plus générales sur les dynamiques de continuité et de changement dans l'action publique. En dépit de ces limites, les perspectives théoriques restent tout à fait stimulantes et les contributions de chaque chapitre fort utiles.

**Lydie Cabane -**

Leiden University, Institute for Security and Global Affairs

**Ignazi (Piero), Reynié (Dominique), dir. - *La vie politique. Pour Pascal Perrineau*. - Paris, Presses de Sciences Po, 2021 (Académie). 472 p. Bibliogr.**

Réaliser un mélange en l'honneur de Pascal Perrineau est un défi tant est vaste son curriculum scientifique. C'est pourtant ce qu'ont tenté, non sans succès, Piero Ignazi et Dominique Reynié sous la direction desquels cet ouvrage intitulé *La vie politique. Pour Pascal Perrineau* a été réalisé. Ce livre qui, par différentes

facettes, s'avère un *liber amicorum* dans sa version contemporaine, veut rendre hommage, selon les termes des auteurs, « au travail d'un professeur, à sa carrière, celle d'un grand pédagogue et d'un chercheur reconnu... » (p. 19). Il s'agit un ouvrage riche à plus d'un titre, riche d'abord des personnalités (pas moins de 44) qui y ont apporté leurs contributions, riche aussi des propos et réflexions qui couvrent le large éventail des domaines de recherche qui ont jalonné la carrière de P. Perrineau. Car sa carrière s'est avérée féconde, comme en atteste l'impressionnante liste de ses publications recensées dans la bibliographie présentée en fin de livre.

La contribution de P. Perrineau à la connaissance scientifique s'est principalement déployée dans deux domaines : la géographie électorale, d'une part, et l'étude du Front national depuis son émergence jusqu'à sa transformation en Rassemblement national, d'autre part. L'apport scientifique de P. Perrineau est en outre complété par un important investissement joignant la pédagogie à la préoccupation civique à travers de nombreuses interventions dans les médias. Ces différentes facettes sont remises en perspective tout en étant réagencées dans cet ouvrage organisé en trois parties qui s'enchaînent de manière logique : une première partie qui questionne la démocratie en transition, cette démocratie qui, par-delà les vicissitudes et les aléas qu'elle ne peut manquer de rencontrer voit (re)surgir le phénomène du populisme développé en deuxième partie ; ces deux premières parties amènent alors, dans une troisième étape, à interroger à nouveaux frais la science politique dans sa pluralité.

La première partie consacrée à la démocratie n'élude pas les symptômes et les signes de la crise qu'elle traverse. Ainsi, citant Alexis de Tocqueville (« La démocratie politique découle d'une évolution de la société et de ses valeurs », p. 105), Roland Cayrol résume bien le défi de ce qui est devenu « l'impossible mariage de la démocratie et de la représentation » (p. 101). Ce défi est souligné par divers symptômes parmi lesquels on peut relever le rétrécissement de légitimité de la V<sup>e</sup> République (Jérôme Jaffré), le dégel des clivages politiques (Alexandre Escudier) ou l'enjeu de la compréhension par le citoyen des affaires publiques (Daniel Boy). La deuxième partie s'inscrit dans le prolongement logique de la première en s'arrêtant sur le phénomène du populisme. En en développant plusieurs facettes, cette partie évoque certes les enjeux de la confiance (Yann

Algan) et de la défiance (Pierre Bréchon). Mais c'est avec pertinence qu'elle se penche sur « cet "étrange" citoyen français » (Bruno Cautrès) pour comprendre les ressorts de la défiance. Cette partie sort ici et là du périmètre de la France pour aborder les cas de l'Italie (Marc Lazar) et de la Belgique (Marc Swyngedouw *et al.*). La troisième partie sur « la science politique, science plurielle » prend de la hauteur par rapport aux précédentes sans en être entièrement déconnectée. Certes, elle aborde le débat récurrent de « science politique ou sociologie politique ? » (Dominique Schnapper) qui permet d'observer combien P. Perrineau, par la richesse, la rigueur et les nuances de ses recherches, a, d'une certaine manière, transcendé le clivage que l'on retrouve en France – mais pas dans d'autres pays francophones – entre politologues et politistes. Est abordée également la question des rapports entre économie et politique (François Rachline). Cette partie donne aussi la parole aux non-politistes (David Hanley). Mais le questionnement de la science politique ne peut éviter d'en revenir indirectement aux problématiques de la démocratie et du populisme par des réflexions sur des enjeux tels que le citoyen (Lucien Jaume), la compréhension de la politique (Myriam Revault d'Allonnes) ou encore l'opinion publique (Virginie Tournay), que ce soit en France, en Europe (Vivien A. Schmidt), dans d'autres pays (par exemple, le Japon, Hirotaka Watanabe) ou dans un contexte de néonationalisme et de désordre international (Bertrand Badie).

Il n'est pas possible de mentionner ici l'apport de chacun des 44 auteurs. Leur nombre atteste par lui-même l'audience et l'impact de P. Perrineau et son œuvre. Par la diversité des contributions, cet ouvrage revisite ainsi son parcours intellectuel en soulignant les multiples facettes ou enseignements que l'on peut en retirer. Certains textes font directement référence aux travaux de P. Perrineau (voir Guy Groux), d'autres déploient leurs raisonnements et réflexions sur des thèmes qui ont fait l'objet de ses recherches.

Il s'agit en définitive d'un ouvrage à la fois dense et synthétique, dont chacun, selon son parcours de recherche, trouvera matière à réflexion. Plusieurs débats relevés dans ce livre méritent d'être prolongés. L'ensemble atteste de la richesse non seulement de la science politique mais plus particulièrement de la contribution de P. Perrineau à celle-ci. Ce mélange est certes un hommage ; mais il s'avère aussi être non seulement

une rencontre scientifique par la densité des réflexions présentées mais également un outil potentiel de recherche et d'enseignement.

Pierre Vercauteren -  
UCLouvain FUCaM Mons

**Leloup (Mathilde) - *Défendre l'humanité en protégeant son patrimoine. Un nouveau mandat pour les opérations de paix onusiennes*. Préface de Frédéric Ramel.**

- Paris, Dalloz, 2021 (Nouvelle bibliothèque de thèses). 800 p. Annexes. Index. Bibliogr.

**A**u cœur d'un « *momentum* » s'étendant entre 2012 et 2015, Mathilde Leloup étudie le processus d'intégration de la protection du patrimoine culturel au mandat des opérations de paix onusiennes et se propose d'examiner les enjeux de ce processus, pour l'instant unique, sur la scène internationale. Par un effet de décentrement, elle propose une analyse fine de ces évolutions au niveau des organisations internationales (notamment à l'Organisation des Nations unies [ONU] et à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture [Unesco]). Ce livre, issu de sa thèse en science politique, a reçu plusieurs distinctions, notamment le prix de thèse Dalloz 2020 en science politique et le premier prix *ex aequo* de thèse de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) 2021.

À partir de la question suivante : « en quoi la protection du patrimoine mondial par les opérations de paix donne-t-elle forme à l'humanité ? » et en s'appuyant sur le cas de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), l'autrice montre comment la notion d'humanité est mobilisée par les acteurs comme un moyen de légitimer leur prétention à l'universalisme et leurs actions. En cela, elle met en lumière les dynamiques de politisation, dépolitisation et repolitisation qui interviennent autour de la protection du patrimoine culturel.

M. Leloup identifie donc trois dimensions illustrant ces dynamiques : criminalisation, victimisation, héroïsation qui structurent l'ouvrage en trois parties. La première propose une mise en contexte, permettant à la fois de comprendre la place de la notion de patrimoine culturel dans le système des organisations internationales et dans les opérations de paix. Concrètement, avec la Minusma, le patrimoine est intégré comme

composante environnementale dans les opérations de paix contemporaines. Plus globalement, cette première partie montre l'opposition entre l'humanité incarnée par les défenseurs du patrimoine culturel et les ennemis de l'humanité, c'est-à-dire, dans le cas malien, des groupes terroristes détruisant les biens culturels. La deuxième partie, consacrée à la victimisation, étudie la manière dont les populations maliennes ont été érigées en victimes des destructions de biens culturels, incarnant également l'humanité tout entière par le jeu d'un narratif développé par l'Unesco et appuyé par la campagne Unite4Heritage. Cette campagne, lancée en 2015, vise à légitimer la montée en puissance de l'Unesco au sein du système onusien. L'autrice rend compte ici de l'ambition de l'organisation internationale de créer un lien avec les acteurs sécuritaires et humanitaires onusiens en faisant reconnaître le patrimoine culturel comme un besoin de l'humanité et de s'imposer comme acteur sur la scène internationale. Dans la troisième partie, elle montre comment le Secrétariat de l'Unesco, la directrice générale et les États membres ont utilisé la notion de patrimoine culturel pour redéfinir leurs rôles en tant que défenseur de l'humanité dans le système onusien et sur la scène internationale. La référence à l'humanité permet de donner à leurs actions une apparence dépolitisée.

Ce travail est particulièrement intéressant car il traite d'un sujet mobilisateur, le patrimoine culturel, qui s'inscrit à l'intersection de plusieurs disciplines : l'histoire de l'art, le droit et la science politique, mais aussi de sous-disciplines, croisant ainsi relations internationales, étude des politiques publiques et étude des conflits armés. De plus, M. Leloup propose de rendre compte d'un processus qu'elle a pu observer directement au cours de deux phases d'observation participante dans plusieurs départements de l'Unesco et de l'ONU. Cette recherche vient combler une lacune dans la littérature sur le sujet. Peu de travaux traitent du sujet du patrimoine culturel et naturel dans les conflits armés. La littérature francophone sur le sujet est encore plus limitée. L'ouvrage s'impose ainsi comme une entrée en matière riche et exhaustive (notamment grâce au système d'annexe) sur la protection du patrimoine culturel depuis 2012. Le principal apport du livre est qu'il détaille les mécanismes de politisation dans la

sphère internationale et s'oppose en cela aux approches traditionnelles des relations internationales distinguant la scène nationale caractérisée par la politique et la scène internationale dépolitisée.

Un seul point mériterait d'être traité de façon plus précise : le conflit armé pendant lequel les sites culturels sont détruits n'est que trop peu analysé par l'autrice. En effet, elle mobilise la théorie des « nouvelles guerres » de Mary Kaldor pour expliquer le contexte sans pour autant relever le débat qui existe dans le champ des études stratégiques autour de cette désignation qui comporte de nombreuses limites. En outre, elle s'intéresse à la « nature » des conflits armés entraînant des destructions de sites et biens culturels sans se référer à la littérature sur le sujet, très critique de cette notion, qu'elle oppose au caractère de la guerre, qui permet de couvrir la complexité du spectre des conflits armés.

Cette recherche ouvre sur une vaste série de réflexions. Après avoir étudié comment le patrimoine culturel est intégré dans la communication et les stratégies des organisations internationales, il serait intéressant de prolonger l'analyse en l'étendant à celles des autres acteurs impliqués dans la question du patrimoine culturel : les armées, premiers défenseurs du patrimoine culturel en temps de conflit armé et, *a contrario*, les destructeurs. Comment le patrimoine culturel est-il impliqué dans les stratégies de communication et d'affirmation sur la scène internationale ?

**Eva Portel -**

Sciences Po Bordeaux, Centre Émile Durkheim

**Mény (Yves) - *Démocratie : l'héritage politique grec. Mythes, pouvoir, institutions*. - Paris,**

L'Harmattan, 2021 (Ouverture philosophique). 248 p.

Bibliogr.<sup>1</sup>

**P**ar quelle fatalité les crises nous conduisent-elles à redécouvrir ce que nous devons aux anciens Grecs ? Nous suggéreraient-elles d'interroger à nouveaux frais leur sagesse pour tenter d'en tirer parti ? C'est ce que pense une jeune philosophe italienne, Ilaria Gaspari qui soutient, dans ses *Leçons de bonheur* (PUF, 2020) que l'épisode de la pandémie du coronavirus est le bon moment (*kairos*) pour réactiver l'idée grecque du

1. L'ouvrage est suivi d'un deuxième volume, chez le même éditeur : Yves Mény, *Mythes antiques pour le temps présent. La vie, le sexe, la mort*, Paris, L'Harmattan, 2021.

bonheur. Et c'est après avoir exploré la crise contemporaine de la démocratie<sup>1</sup> que l'un des plus capés des politistes français, éminent comparatiste, nous propose aujourd'hui une fructueuse méditation sur la substance et les enseignements de la stupéfiante invention politique que fut la démocratie dans l'Athènes des VI<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles avant Jésus-Christ. Constatant fort justement qu'« au milieu de l'incertitude et du désenchantement contemporains, les thématiques de renouvellement et de réforme se tournent vers ceux qui, les premiers, ont recouru au principe d'autogouvernement il y a 2 500 ans » (p. 11), il reste naturellement très conscient du fait que la démocratie grecque n'était ni complète ni parfaite. Son projet n'est, en aucun cas, de bâtir une proposition argumentée de réforme des dispositifs et institutions démocratiques pour les adapter au temps présent. Celles-ci, au demeurant, ne manquent pas dans la littérature politique et/ou politiste.

Plus subtilement, Yves Mény accompagne son lecteur dans un inventaire de ce que les mythes, les institutions et les grands auteurs de la Grèce antique nous disent des questions que nous nous posons aujourd'hui encore. Il n'a de cesse de relever l'étonnante modernité du legs dont nous avons hérité. Mais aussi de nous prévenir contre toute lecture hâtive ou routinière d'une mythologie que l'on croit trop souvent connaître pour la fréquenter au travers de souvenirs scolaires ou de versions simplificatrices (notamment *via* le film ou la bande dessinée), et d'auteurs dont on résume les analyses à des injonctions indifférentes au contexte dans lequel s'inscrit la question soumise à débat (voir le fameux référendum d'initiative citoyenne [RIC], revendiqué par le mouvement des Gilets jaunes, ou la légitimité de substitution maladroitement et/ou abusivement prêtée aux « conventions » fondées sur le tirage au sort d'un panel de citoyens). Parce qu'il ne prétend pas à la qualité de mythologue, Y. Mény a pris soin de relire les plus grands d'entre eux. C'est en s'aidant de leurs travaux qu'il nous montre ce que portent les mythes comme enseignements sur les différents registres du pouvoir et de la domination, toujours aussi actuels. Par exemple, la profondeur de l'imprégnation du préjugé misogynie, héritage de la Grèce antique, explique probablement la radicalité de certains groupes en dépit des considérables progrès réalisés dans les sociétés occidentales modernes. Le

pouvoir (les dieux dans la mythologie) exerce sa surveillance sur les hommes ; or les progrès de la technologie contemporaine réinventent en quelque sorte le pouvoir sans limite des dieux grecs. L'*hubris*, la démesure, guette depuis toujours l'homme qui se veut, et se croit, l'égal des dieux, et notre XX<sup>e</sup> siècle fut, hélas, propice à ses plus funestes manifestations. Encore faut-il faire la part d'une certaine ambivalence, car la démesure du héros est aussi « la condition de réalisation d'un nouvel ordre résultant de la violation de l'ordre antérieur » (p. 138). À ce compte, la figure du « président normal » était d'emblée condamnée à passer pour un aimable oxymore. Mais la figure opposée du pouvoir « jupitérien » ne doit pas être surinterprétée. Zeus est le plus puissant des dieux, certes, mais il ne peut pas tout. Son pouvoir se heurte à la division fonctionnelle et territoriale des tâches entre les dieux... Qui-conque y verrait une allusion – ô combien anticipée – au bilan de récentes élections locales en France... serait dans le vrai. Et si les dieux grecs veulent la guerre, rendant du coup celle-ci inéluctable, voire nécessaire, n'y a-t-il pas de la naïveté à s'en croire affranchi par la raison humaine ? Les relations internationales n'ont pas remis par hasard à l'ordre du jour l'image du « piège de Thucydide »...

Quant aux précoces et géniales inventions grecques – ou plus exactement athéniennes –, la souveraineté du *dèmos* et la citoyenneté, la Constitution établie par le peuple, la délibération, l'*isonomie* (égalité devant la loi) et la démocratie elle-même, elles ne peuvent évidemment servir de calque à reporter mécaniquement sur un fond de carte qui a radicalement changé depuis 25 siècles. Mais leur valeur matricielle de référence est intacte à l'heure où le modèle que certains, prenant leurs désirs pour des réalités, avaient cru voir universellement triompher, se trouve affaibli de l'intérieur par le désintérêt croissant qu'il suscite, et vigoureusement défié de l'extérieur par un modèle alternatif fait de la combinaison de la prospérité économique et de l'autoritarisme politique.

En nous permettant de mieux saisir la profondeur historique de l'empreinte de l'héritage politique grec, et l'écho que celui-ci conserve, Y. Mény met avec bonheur ses pas dans ceux de Robert A. Dahl. Voici près d'un demi-siècle, celui-ci conseillait aux lecteurs de la deuxième

1. Yves Mény, *Imparfaites démocraties. Frustrations populaires et vagues populistes*, Paris, Presses de Science Po, 2019, dont la revue a rendu compte dans son volume 70 (2), avril 2020, p. 299-300, sous la plume de Luca Tomini.

édition de sa *Modern Political Analysis* (Prentice-Hall, 1973) de commencer leurs études de science politique par les travaux les plus récents, mais ajoutait aussitôt qu'il ne fallait pas s'en tenir là, car les œuvres les plus profondes du passé nous aident à acquérir un meilleur jugement sur les questions non résolues. L'avenir incertain de la démocratie confirme malheureusement qu'il y aurait une coupable arrogance à négliger la sagesse héritée de la Grèce antique.

Pierre Sadran -  
Sciences Po Bordeaux

Moffitt (Benjamin) - *Populism*. - Londres, Polity,  
2020. 170 p.

L'actualité du « populisme » apparaît désormais permanente dans la vie politique : ceux qui prédisent un duel « macronisme-populisme » en 2022 l'illustrent déjà. En dépit de cet usage intense, dans le champ académique, tant la nature que les caractéristiques du populisme continuent de faire débat. L'ouvrage de Benjamin Moffitt, *senior lecturer* à l'Australian Catholic University (Melbourne), revient justement sur ceux-ci : il entend présenter un état des recherches, à la fois succinct et complet, de ce champ riche et prolifique (chap. 1). Le prisme adopté est, de manière assumée, celui de la théorie politique. Cette cartographie générale du champ de recherche emprunte trois points d'entrée : qu'est-ce que le populisme (chap. 2) ? Quelles sont les interactions du populisme avec les grandes idéologies que sont le nationalisme (chap. 3), le socialisme (chap. 4) et le libéralisme (chap. 5) ? Le populisme est-il une menace pour la démocratie (chap. 6) ?

Comme le souligne l'auteur, dans le chapitre 2, la question de la nature du populisme est au cœur des débats et fonde les trois approches du phénomène (idéelle, stratégique et discursive-performative), présentées en détail. Au-delà d'un rappel des définitions propres à chacune et de leurs implications (théoriques, méthodologiques, épistémologiques), B. Moffitt en indique les auteurs clés, des illustrations concrètes, ainsi que les avantages et limites. Ce travail permet de faire apparaître les controverses théoriques persistantes, résumées dans la dernière partie du chapitre à travers une comparaison des trois approches (voir le très éclairant tableau 2.1, p. 26). Contre l'idée que les chercheurs

ne s'accorderaient sur rien, B. Moffitt insiste sur les points de consensus : chez tous les auteurs, la division entre peuple et élite est centrale, si bien qu'ils s'accordent sur les cas principaux de partis, mouvements et leaders populistes. Cet ensemble constitue une démonstration convaincante de la pertinence de la notion mais aussi de sa vitalité.

Dans les trois chapitres suivants, B. Moffitt s'emploie à déconstruire les liens qui unissent le populisme à d'autres idéologies. Dénonçant la confusion entre populisme et nationalisme (chap. 3), l'auteur insiste sur l'importance de les distinguer : alors que le nationalisme entretiendrait une rivalité horizontale entre la nation et ceux qui ne peuvent y appartenir, le populisme serait lui basé sur une distinction verticale entre peuple et élite. Populisme et nationalisme ne sont donc pas nécessairement liés, mais peuvent se rejoindre ponctuellement, et ce aussi bien à droite (« *ethnic nationalism* ») qu'à gauche (« *civic nationalism* »). L'auteur conclut ce chapitre de manière originale en évoquant les cas de populisme nationaliste à l'échelle infranationale (municipale/régionale) et supranationale (internationale/transnationale). Il défend aussi l'idée que l'interaction entre populisme et socialisme (chap. 4) est tout aussi importante. Il souligne, exemples à l'appui, son rôle historiquement structurant (en Amérique latine) mais aussi sa pertinence pour le futur de la gauche (en Europe, aux États-Unis mais aussi en Afrique). La discussion autour de la place laissée à la « lutte des classes » dans les différents cas de populisme de gauche (p. 61-68), au cœur de nombreux débats actuels, s'avère particulièrement intéressante.

Contre l'idée que le populisme serait nécessairement une antithèse du libéralisme, B. Moffitt montre (chap. 5) qu'il peut au contraire s'y articuler, selon des modalités et des degrés variés et avec un succès variable. Le populisme de droite peut mobiliser des discours libéraux dont le but reste d'exclure « l'autre » : il s'agit dès lors d'un « libéralisme illibéral » (p. 92). Le populisme de gauche, lui, s'illustre par une conception plus pluraliste et hétérogène du peuple perceptible dans les discours et parfois les programmes.

Finalement, le populisme est-il « une bonne ou une mauvaise chose pour la démocratie ? » (chap. 6). Se référant à Nadia Ubirnat<sup>1</sup>, B. Moffitt souligne que la réponse dépend davantage du type de démocratie invoqué que du type de populisme.

1. Nadia Urbinati, « Democracy and Populism », *Constellations*, 5 (1), 1998, p. 110-124.

Si pour les auteurs attachés à une conception « libérale », le populisme est une menace, porteur d'une potentialité autoritaire, les défenseurs de la démocratie radicale y voient au contraire une puissance réformatrice, seule à même de vivifier la démocratie. L'examen des arguments et, surtout, de leurs limites (p. 105-111) invite B. Moffitt à refuser de répondre à cette question, insistant à nouveau sur les ambiguïtés et les paradoxes consubstantiels au populisme.

L'ouvrage de B. Moffitt constitue une synthèse à la fois concise et complète de la littérature internationale sur le populisme. L'effort de pédagogie, omniprésent, rend abordable cette notion complexe. Le lecteur est guidé dans la démonstration et pourra s'appuyer sur les nombreux exemples. Au-delà de l'initiation, les nombreuses références théoriques et empiriques lui permettront d'approfondir ses recherches dans la direction souhaitée. Le soin particulier que met l'auteur à préciser les désaccords théoriques selon les approches du populisme est particulièrement appréciable (voir, par exemple, la note p. 55). On regrettera ponctuellement que certaines approches prennent le pas sur les autres, une critique relative tant le livre pris dans sa globalité fait preuve d'équilibre (et ce alors même que l'auteur est un défenseur de l'approche discursive). Enfin, signalons que l'analyse du populisme « en interaction » est particulièrement stimulante. Loin de l'image d'Épinal opposant « populistes » et « libéraux », elle réintroduit une nécessaire nuance et souligne l'importance du clivage gauche-droite dans la compréhension des expériences populistes. Cette idée, qui traverse en filigrane l'ensemble du texte, ne saurait être oubliée à quelques mois de l'élection présidentielle française.

**Marion Jacquet-Vaillant -**

Université Paris II - Panthéon-Assas

**Pinson (Gilles) - *La ville néolibérale*. - Paris, PUF, 2020 (La ville en débat). 160 p.**

**E**t si la piétonnisation des centres-villes et la privatisation des services publics urbains étaient deux faces d'une même médaille ? L'une des forces des analyses en termes de néolibéralisme (ou néolibéralisation) urbain est

précisément de constituer un cadre analytique renouvelant le regard et articulant une variété d'évolutions, *a priori* déconnectées.

Depuis les années 1970, les villes sont travaillées par d'intenses dynamiques qui, sous l'égide de l'État et des collectivités territoriales, font des mécanismes de marché le principe cardinal des activités sociales, en général, et de la vie urbaine, en particulier. De manière croissante, les villes sont soumises aux besoins du capital et tournées vers la consommation et les pratiques des populations les plus aisées, des investisseurs ainsi que des touristes. Les populations pauvres sont reléguées aux marges des villes, invisibilisées. Telle est en substance l'argument transversal des théories de la néolibéralisation des villes et politiques urbaines.

Dans *La ville néolibérale*, Gilles Pinson rend accessibles à un large public ces théories qui dominent le champ des études urbaines au plan international. Le pari de l'ouvrage est ambitieux – et parfaitement tenu. En 160 pages, l'auteur combine la vulgarisation des thèses de la ville néolibérale et leur critique, en accord avec la posture de « sceptique séduit » (p. 27) qu'il assume. Alors que d'autres de ses contributions placent la discussion théorique au cœur de leurs développements<sup>1</sup>, ici, les grandes lignes des débats théoriques sont présentées, mais la part belle est faite aux incarnations empiriques. À travers des exemples qui emmènent le lecteur des villes du nord de l'Italie à New York et Las Vegas en passant par Nantes et Londres, et le font naviguer dans une pluralité de secteurs – mobilité, logement, infrastructures, etc. –, G. Pinson montre, au concret, le néolibéralisme comme moteur des transformations des villes.

Dès l'introduction, il compare et articule les approches ayant théorisé le néolibéralisme, permettant d'emblée de mesurer la richesse des origines et des développements théoriques de ces travaux. Le livre s'articule ensuite autour de trois chapitres. Le premier historicise le « tournant néolibéral ». Il propose de revenir sur la structuration des politiques urbaines, au moment de l'industrialisation, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Si les grandes évolutions sont connues – déploiement du fordisme, crise, puis abandon du modèle –,

1. Gilles Pinson, Christelle Morel Journel (dir.), *Debating the Neoliberal City*, Londres/New York, Routledge, 2017 ; Gilles Pinson, Christelle Morel Journel, « The Neoliberal City : Theory, Evidence, Debates », *Territory, Politics, Governance*, 4 (2), 2016, p. 137-153.



elles sont ici spécifiées au prisme des villes et de leurs répercussions spatiales. L'importance de l'État dans la mise en œuvre du néolibéralisme est saisissante, et l'analyse multiniveau particulièrement éclairante. G. Pinson rappelle ainsi que la politique néolibérale des États s'est parfois déployée par la coercition, en limitant l'autonomie des gouvernements urbains, à l'instar de la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher. Le deuxième chapitre donne à voir les « villes et politiques urbaines sous le signe du néolibéralisme » et montre comment les gouvernements urbains sont devenus des protagonistes actifs du néolibéralisme. La « néolibéralisation de l'urbanisme » est documentée à travers l'émergence de nouvelles pratiques comme la privatisation d'équipements urbains, le développement de grands projets emblématiques de régénération des centres-villes ou encore la démolition ou la vente des logements sociaux à leurs occupants. Certaines de ces pratiques permettent de mesurer les ambiguïtés des évolutions à l'œuvre, notamment lorsqu'elles s'appuient sur les critiques de l'urbanisme fonctionnaliste formulées par les mouvements sociaux urbains des années 1970. Avec l'« urbanisation du néolibéralisme », les villes sont devenues l'ancrage privilégié du capitalisme financiarisé – ce qui se manifeste dans l'afflux de capitaux vers les marchés immobiliers urbains, les transformations du secteur du développement urbain ainsi que dans l'essor de la financiarisation de l'urbain. Le dernier chapitre se penche sur l'illibéralisme du néolibéralisme urbain. G. Pinson souligne que historiquement la mise en œuvre de politiques néolibérales est souvent allée de pair avec des dérives autoritaires et la marginalisation des institutions démocratiques au profit d'espaces discrets de gouvernement. Dans la même veine, la notion de gouvernance urbaine post-politique renvoie à l'effacement des conflits et à l'importance accordée par les gouvernants aux résultats, lesquels prennent le pas sur la légitimation démocratique des politiques menées. Mais l'illibéralisme du néolibéralisme urbain, c'est aussi l'accroissement du contrôle exercé sur le comportement des individus et la promotion morale de « l'individu-entrepreneur » (p. 120).

La fonction de dévoilement de ces théories est particulièrement stimulante. Elle l'est, d'une part, dans sa visée globale de réinterprétation d'évolutions macro qui touchent des niveaux et des secteurs variés et, d'autre part, au niveau individuel, pour relire les pratiques et expériences de l'urbain

et de l'urbanité. Ces thèses poussent ainsi à envisager les logiques économiques et les effets sociaux d'exclusion derrière des politiques de « renaissance urbaine » séduisantes – outre la piétonnisation, on peut mentionner la réintroduction du tramway ou la création d'espaces ludiques sur les berges de fleuve ou les fronts de mer.

Mais cette capacité à embrasser globalement le monde social est aussi la principale limite de ces théories. Le statut et le contenu même du néolibéralisme sont discutés. Le néolibéralisme est-il un paradigme, un idéal-type, un projet politique, une politique économique, une idéologie, une morale ? G. Pinson montre la plasticité des idées néolibérales et leurs ambiguïtés. Au risque de la dilution du concept : toute réalité empirique pourrait tendanciellement être interprétée comme une déclinaison du néolibéralisme. L'auteur mentionne en ce sens son omniprésence. À celle-ci s'ajoute son omnipotence : le néolibéralisme apparaîtrait finalement comme expliquant toute forme de changement dans les villes.

Aussi intéressantes soient-elles, ces thèses appellent donc une discussion critique – que lance utilement G. Pinson dans son texte – et des constructions théoriques alternatives. Le livre se clôture ainsi sur un appel à ne pas se satisfaire de cette seule explication – parce que les origines et dynamiques de changements sont plurielles, et qu'il faut se garder d'analyses trop déterministes. Ces thèses suscitent la discussion, voire appellent la contradiction, et c'est justement l'un des buts de l'ouvrage !

Julie Pollard -  
UNIL, IEP, LAGAPE

**Sapiro (Gisèle), dir. - Dictionnaire international Bourdieu.** - Paris, CNRS Éditions, 2020 (CNRS Dictionnaires). XXV + 964 p. Bibliogr.

**P**eut-on mettre Pierre Bourdieu en dictionnaire et décliner cet « objet » (l'individu et son œuvre) selon l'ordre alphabétique que commande un tel format ? La réponse est assurément positive à la lecture de l'imposant ouvrage dirigé par Gisèle Sapiro et un comité éditorial composé de François Denord, Julien Duval, Mathieu Hauchecorne, Johan Heilbron, Franck Poupeau et Hélène Seiler. L'entreprise, ambitieuse, propose 646 entrées (répertoriées dans un index) et 598 notices rédigées pour moitié par l'équipe éditoriale, ainsi que par 126 auteurs

provenant d'une vingtaine de pays et appartenant à plusieurs générations de chercheurs en sciences sociales, sociologues ou spécialistes de disciplines voisines (histoire, science politique, anthropologie, études littéraires, philosophie, linguistique). Outre l'index des noms cités dans les notices, l'ouvrage contient deux bibliographies, l'une, sur 20 pages, des travaux de P. Bourdieu lui-même et l'autre des publications qui lui sont consacrées, cette liste étant complétée par les références plus spécifiques figurant à la fin des notices. Somme d'érudition, ce livre remarquable est destiné à devenir un outil indispensable pour faire travailler le programme de recherche ouvert par P. Bourdieu.

Loin de fragmenter la cohérence d'ensemble de l'œuvre en isolant les notions les unes des autres, le dictionnaire parvient tout au contraire, par un système de renvois multiples à la fin de chaque notice, à mettre en relation les différentes entrées, elles-mêmes réparties en plusieurs catégories : « concepts », « personnes », « objets et thèmes », « ouvrages », « lieux, institutions et revues », « courants intellectuels et paradigmes », « pays, régions et villes », « méthodes et approches », « disciplines et sous-disciplines », « événements, moments et périodes ». À l'envers donc d'une appropriation aléatoire des notions que pourrait susciter un tel format, le lecteur est ainsi invité à construire son propre parcours dans le dictionnaire. Passant d'une notice à l'autre en fonction des questions qu'il se pose, il pourra entrecroiser les niveaux d'analyse et ainsi élargir la compréhension d'une notion ou d'un problème, en les rapportant tantôt aux ouvrages de P. Bourdieu et à ses concepts théoriques fondamentaux, tantôt à des auteurs, des modèles théoriques ou des controverses scientifiques, tantôt encore à des thématiques ou des objets de recherche, mais aussi aux conditions sociales et historiques à travers lesquelles ils sont ou ont été formulés, ainsi qu'aux modalités de leur circulation internationale. Cet usage attendu du dictionnaire répond aux intentions de ses auteurs, qui sont clairement exposées dans la partie introductive : appréhender cette œuvre immense en articulant une approche conceptuelle et sociohistorique, l'insérer dans ses contextes de production, l'envisager dans ses évolutions et inflexions, la considérer dans l'espace évolutif des enjeux scientifiques autour desquelles elle s'est construite, en saisir les appropriations diverses au sein des disciplines des sciences humaines et

sociales et en fonction des configurations nationales spécifiques entre lesquelles elle a circulé.

La notice « science politique », par exemple, évoque l'impact tout à fait considérable de P. Bourdieu sur la discipline en France dès les années 1970, cette « fausse science », disait-il dans le prolongement de sa critique des sondages, qu'une génération de chercheurs a profondément transformée en y important les points de vue et concepts fondamentaux de sa sociologie. Le parcours dans le dictionnaire nous amène ainsi successivement (dans cet ordre ou dans un autre selon ses intérêts de recherche) à la notion de champ politique, puis à l'État (et à la publication de ses cours au Collège de France ou à *La noblesse d'État*), aux institutions et au droit (champ juridique, règle, juridisme), au pouvoir (autorité, champ du pouvoir, domination, légitimation) et à différents champs où il s'exerce (bureaucratie, journalistique), au capital politique et à la représentation, jusqu'à... Coluche. Autant de notions que les notices restituent avec précision (à partir parfois de matériaux inédits) en les rapportant systématiquement aux enjeux intellectuels, scientifiques et politiques, auxquels se confrontent les sciences sociales (et ici les études politiques). Par-delà la (relative) normalisation des références (parfois routinières et convenues) à l'œuvre de P. Bourdieu en science politique, les différentes entrées nous permettent d'en saisir plus finement la portée sur les thématiques de recherche au sein de la discipline, y compris (et peut-être surtout) les plus classiques. Tel est en effet l'objectif que poursuit le dictionnaire : ne pas figer (momifier ou canoniser) cette sociologie, mais inviter à en faire usage de manière réflexive, ouverte et critique par une compréhension à la fois relationnelle et contextuelle de ses concepts fondamentaux ; pour la science politique, comprendre les ressorts et enjeux de son hybridation disciplinaire, la sociologisation et l'historisation de ses objets *via* la rencontre des études politiques avec la sociologie politique développée par P. Bourdieu.

Référence incontournable, le dictionnaire se présente comme un précieux instrument de travail pour les étudiants et les chercheurs, qu'ils soient familiers ou non des travaux de P. Bourdieu, débutants ou aguerris, sociologues, politistes ou praticiens des disciplines voisines. Il se prête en effet à des usages diversifiés (de la vérification d'une référence à l'approfondissement d'une notion, de l'identification des problèmes et enjeux autour d'une thématique de recherche à

l'élaboration d'une perspective scientifique à partir des évolutions ou des points aveugles de la démarche bourdieusienne). Et son utilité s'avère d'autant plus significative que l'un des fils rouges de l'ouvrage porte sur l'internationalisation de la sociologie de P. Bourdieu, une dimension qui permet d'envisager cette œuvre à partir de ses modalités de circulation et donc aussi de réception dans des univers scientifiques nationaux différents. C'est dire que l'actualisation de ce programme de recherche se pose en chaque cas dans des termes spécifiques. Dans le mien, il m'amène à réfléchir à ce qu'aurait pu être une entrée « Suisse », dont on peut tout à la fois regretter et comprendre l'absence, un constat ambivalent que la sociologie de P. Bourdieu invite précisément à objectiver.

**Bernard Voutat** –  
UNIL, IEP, CRAPUL

**Weisbein (Julien), Hayat (Samuel) – Introduction à la socio-histoire des idées politiques.** – Bruxelles,

De Boeck, 2020 (Ouvertures politiques). Bibliogr. 256 p.

La quatrième de couverture de ce manuel annonce qu'il s'adresse principalement à des étudiants.e.s des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> cycles en droit, science politique, histoire et sociologie. Il complète fort bien une riche collection d'ouvrages en science politique parus dans la collection « Ouvertures politiques » à la vocation pédagogique et synthétique. Pédagogique, puisque chaque chapitre, il y en a 11 en tout, se termine par un court récapitulatif, une bibliographie sélective et des questions adressées aux lecteurs désireux d'évaluer leur compréhension ou de se remémorer quelques sujets clés des pages précédentes. Synthétique, car chaque chapitre compte en moyenne 20 pages. La matière y est donc fortement condensée et cela est accentué par le choix des auteurs de mettre en place de très larges mises en contexte historiques et sociales dont certaines s'expriment à l'intérieur de nombreux encadrés soutenant la lecture du texte principal.

L'ouvrage séduira certainement par son exhaustivité et sa détermination à couvrir, serait-ce superficiellement par moment, le champ des idées politiques des derniers siècles. Son utilité ne fait ainsi aucun doute : il saura bénéficier à un très large public d'étudiants intéressés par la politique et désireux de tirer au clair un certain nombre d'expressions se terminant en « isme ». C'est ainsi que

chaque chapitre s'attache à présenter, dans leur éclosion, leur évolution et leur usage politique, les grandes idéologies de notre temps : libéralisme, républicanisme, conservatisme, socialisme, communisme, fascisme, nationalisme, populisme et néolibéralisme. Fait à souligner : si la présentation des doctrines reste sommaire, on ne décelez aucune erreur importante ni confusion dans le traitement, si ce n'est dans les dernières pages qui ne réussissent pas, à mon avis, à caractériser la contribution fondamentale d'un John Rawls et sa riche postérité à la réflexion sur la justice sociale dans ses nombreuses applications (justice distributive, intergénérationnelle, démocratique et internationale). Malgré cette faiblesse, le mérite principal de ce manuel demeure : il va permettre aux étudiants francophones qui feront les efforts nécessaires pour s'approprier son contenu de démêler un certain nombre de concepts auxquels ils seront nécessairement confrontés pendant leurs études et d'y voir plus clair.

Choix méthodologique plus discutable mais compréhensible et surtout très explicite, les auteurs accordent autant d'importance aux acteurs politiques qui ont promu ces idéologies, fussent-ils parfois insignifiants du point de vue de leur apport intellectuel, qu'à ceux et celles qui les ont édifiées sur le plan théorique et qui ont le mérite d'en avoir réalisé des systèmes de pensée cohérents. Ainsi, pas question de se concentrer, comme on peut le voir dans de nombreux et excellents manuels produits dans le monde anglo-saxon, sur un nombre limité et fondamentaux d'intellectuels du passé, les « grandes œuvres » pour reprendre le mot des auteurs. Ceci aurait eu pour conséquence d'« hypostasier » ces penseurs du politique alors qu'il faut les ramener au contexte de production de leur contribution pour en saisir le sens tout comme pour en suivre l'usage et l'évolution : « Cette nouvelle histoire des idées [sic] se caractérise par le postulat selon lequel les idées ne doivent pas être étudiées en soi, mais qu'elles n'existent et n'agissent qu'au prix des médiations : par des usages sociaux, par des formes matérielles, neutres du point de vue du contenu des textes, mais qui ont sur eux une influence déterminante, au point qu'il n'est possible de comprendre ce qu'un auteur a voulu dire par un texte sans restituer le contexte de sa production. » (p. 10)

Cette approche des idées politiques a pour intérêt, il est vrai, de permettre au lecteur de toucher à la fois le contenu des idéologies politiques et les contextes sociopolitiques qui les ont vus

émerger et évoluer. Évidemment, le choix de l'exhaustivité dans la mise en scène de ces débats intellectuels sur le territoire français depuis deux siècles a un prix et c'est celui, encore une fois, de survoler de manière très succincte chacun d'entre eux. On peut alors en sortir avec un malaise : ne plus être en mesure de distinguer leur valeur propre, leur cohérence interne et, finalement, leur potentiel normatif ou explicatif. À tout contextualiser, on en arrive à tout relativiser.

On ne fera pas ici le débat sur la meilleure méthode pour approcher ces sujets. Le choix des

auteurs demeure clair et respectable mais il a un coût que le lecteur un peu plus averti pourra ressentir à mesure qu'il avance dans la lecture de ce manuel. Celui-ci a beau être très informatif, on aimerait encore qu'il intéresse certains étudiants à aller plus loin et, qui sait, à faire progresser un jour ces systèmes de pensée. Pour y arriver, ils auront besoin d'apprendre à justifier plus qu'à contextualiser. Nul progrès n'est possible sans cela.

**François Blais** –  
Université Laval